

**MESSAGE N° 152** 7 septembre 2009  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi**  
**modifiant la loi sur le contrôle des habitants**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi adaptant la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (LCH)<sup>1</sup> à la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (Loi sur l'harmonisation des registres; LHR)<sup>2</sup>.

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. La législation fédérale sur l'harmonisation des registres
2. Nécessité de procéder à la modification de la loi sur le contrôle des habitants
3. Déroulement des travaux
4. Protection des données
5. Commentaire des articles
6. Répartition des tâches Etat-communes
7. Constitutionnalité et conformité au droit fédéral et européen
8. Conséquences financières et en personnel

## **1. LA LÉGISLATION FÉDÉRALE SUR L'HARMONISATION DES REGISTRES**

Le 23 juin 2006, les Chambres fédérales ont adopté la loi sur l'harmonisation des registres. Cette loi vise à simplifier la collecte de données à des fins statistiques, en assurant l'harmonisation des registres officiels des personnes et l'échange de données personnelles entre les registres. A cette fin, elle fixe notamment les identificateurs et les caractères qui doivent figurer dans les registres (contenu minimal). Le champ d'application de la loi sur l'harmonisation des registres couvre divers registres fédéraux de personnes (Infostar, SYMIC, Ordipro, VERA, etc.) ainsi que les registres cantonaux et communaux des habitants et des électeurs.

Parallèlement au développement de l'harmonisation des registres, le Conseil fédéral a prévu l'introduction d'un nouveau numéro d'assurance sociale (NAVS13) comme numéro d'identification de personne commun à tous les registres. Il a en outre prévu que le recensement fédéral 2010 se fasse entièrement sur la base de registres numérisés.

Sur le plan cantonal, le projet «Harmonisation des registres des personnes» (HarmPers) concerne avant tout les communes, qui sont responsables du contrôle des habitants. Les communes doivent ainsi adapter leurs logiciels dans les délais impartis par l'Office fédéral de la statistique (OFS), afin que le recensement fédéral 2010 puisse, comme prévu, se faire sur la base des registres des habitants. Elles doivent notamment intégrer dans leurs registres les données nécessaires pour attribuer à chaque immeuble/chaque logement un identificateur spécifique. L'introduction du nouveau numéro d'assurance sociale NAVS13 devra également être assurée dans les délais impartis par le droit fédéral. Les fournisseurs de

logiciels (en l'état: 13 fournisseurs pour les 168 communes fribourgeoises) sont informés des changements et ont d'ores et déjà entamé les démarches nécessaires. Les communes fribourgeoises ont en outre été régulièrement informées de l'avancement du projet et de leurs obligations y relatives. Des lettres et des courriels d'information sont régulièrement adressés à toutes les communes, et deux séances d'information ont été organisées en mai 2008 à l'intention des préposés communaux et d'autres personnes concernées.

Les autorités cantonales sont également concernées par le projet. Ainsi, la loi fédérale prévoit que «les cantons désignent un service chargé de coordonner et d'appliquer les mesures d'harmonisation et de procéder aux contrôles de qualité s'y rapportant.» (art. 9 LHR). Pour la phase préparatoire du projet, le Conseil d'Etat a désigné le Service de la statistique (SStat) comme autorité compétente au sens de l'article 9 LHR. En outre, le développement d'un contenu harmonisé des registres des habitants présente un intérêt évident pour de nombreuses unités administratives de l'Etat de Fribourg. Le Conseil d'Etat a dès lors décidé de créer une plate-forme informatique qui réunira les données des registres communaux (cf. ci-dessous chiffre 3 et commentaires ad article 16).

## **2. NÉCESSITÉ DE PROCÉDER À LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LE CONTRÔLE DES HABITANTS**

L'harmonisation des registres, avec la révision de la loi sur le contrôle des habitants, figure parmi les objectifs mentionnés dans le programme gouvernemental 2007–2011 (défi N° 7 «Se rapprocher du citoyen et alléger la fiscalité»). La révision de cette loi répond aux deux objectifs suivants: adaptation de la loi cantonale actuelle aux nouvelles exigences fédérales (a.) et mise en place d'une plate-forme informatique cantonale accessible par voie d'appel par les autorités et administrations publiques autorisées (b.).

- a. La loi sur l'harmonisation des registres et son ordonnance d'application du 21 novembre 2007 sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les cantons doivent désormais adapter leur législation au nouveau droit fédéral. En effet, la loi sur l'harmonisation des registres prévoit l'introduction, dans le contenu minimal des registres des habitants, de caractères qui ne figurent pas dans la loi actuelle (notamment l'identificateur de bâtiment [EGID], l'identificateur de logement [EWID]<sup>3</sup> et le numéro d'assurance sociale [NA]). D'autres modifications, telles que les notions de séjour et d'établissement, nouvellement définies dans la législation fédérale, entraînent également des adaptations de la loi cantonale sur le contrôle des habitants. Ces adaptations doivent être réalisées dans les délais permettant la réalisation du recensement fédéral 2010 sur la base des registres.
- b. Le projet tient compte des besoins des utilisateurs des données contenues dans les registres des habitants: son article 16 constitue la base légale d'une plate-forme informatique cantonale. Cette plate-forme permettra

<sup>1</sup> RSF 114.21.1  
<sup>2</sup> RS 431.02

<sup>3</sup> Les abréviations EGID et EWID, correspondant aux termes allemands «Eidgenössischer Gebäudeidentifikator» et «Eidgenössischer Wohnungsidentifikator» sont utilisés de manière générale pour désigner ces identificateurs.

de moderniser et de faciliter la gestion des données des registres des habitants; elle renforcera ainsi l'efficacité administrative. A signaler que la plupart des cantons ont opté pour une solution de plate-forme cantonale dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'harmonisation des registres.

Au vu du résultat de la procédure de consultation, le Conseil d'Etat renonce à son idée initiale de procéder à une révision totale de la loi sur le contrôle des habitants. Il apparaît en effet que les deux objectifs précités peuvent être atteints par une révision partielle de cette loi. Dès lors, le projet se borne à l'adapter aux exigences du droit fédéral et à la moderniser, pour améliorer l'efficacité et l'efficacité dans les pratiques en matière de contrôle des habitants.

### 3. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

#### 3.1 Pré-étude

Dès la fin 2006, les Directions principalement concernées par le projet, à savoir la Direction de la sécurité et de la justice, la Direction de l'économie et de l'emploi et la Direction des finances, ont entamé les travaux en vue de la mise en œuvre de la loi sur l'harmonisation des registres dans le canton de Fribourg. Ces travaux, auxquels ont été associés des représentants de l'Association des communes fribourgeoises ainsi que plusieurs préposés communaux au contrôle des habitants, ont débouché sur un rapport de pré-étude qui a été présenté au Conseil d'Etat en octobre 2007. Ce rapport arrivait à la conclusion que, pour répondre aux contraintes imposées par la loi sur l'harmonisation des registres et pour bénéficier en même temps des efforts consentis et des potentialités identifiées, il conviendrait de créer une plate-forme informatique au niveau cantonal qui permettra, d'une part, de réaliser les échanges de données entre les communes et la Confédération dans le cadre des recensements fédéraux et, d'autre part, de simplifier et de rationaliser les flux d'informations entre les communes et les unités administratives de l'Etat.

Les principaux bénéfices attendus de la plate-forme cantonale sont les suivants:

- garantie à long terme de l'homogénéité, de l'intégrité, de l'actualité et de l'exactitude des données personnelles dont ont besoin les communes, le canton et la Confédération;
- participation de toutes les communes du canton au réseau informatique;
- améliorations importantes des performances du système d'information global des administrations publiques, en particulier les informations transitant entre les communes et le canton, améliorations représentant des économies substantielles;
- mise en place des conditions nécessaires à l'émergence de véritables applications de cyberadministration aux différents échelons des administrations publiques;
- répercussion de l'annonce des changements de domicile et des données d'identification des personnes à l'ensemble des unités administratives raccordées à la plate-forme.

#### 3.2 Projet HarmPers

Le Conseil d'Etat a pris acte du rapport de pré-étude et, par arrêté du 18 décembre 2007, a approuvé la définition de projet comprenant les objectifs suivants:

##### Objectif général

Réaliser d'ici à la fin de la législature une plate-forme informatique cantonale, sur la base d'un produit existant, pour recueillir l'ensemble des données des registres communaux des habitants.

##### Objectifs particuliers

- Assurer l'harmonisation des registres communaux des habitants dans les délais impartis par la Confédération (15.01.2010).
- Assurer le raccordement de toutes les communes fribourgeoises à la plate-forme cantonale d'ici au 15.01.2010.
- Elaborer un projet de révision totale de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants.

Pour mener à bien ce projet, le Conseil d'Etat a créé une organisation de projet comportant un comité de pilotage et un comité de projet. Ces structures étaient composées de représentants des Directions et services concernés (DSJ, SITel, SStat, SPoMi) ainsi que de la Chancellerie d'Etat, de représentants de l'Association des communes fribourgeoises et de préposés communaux. En outre, un directeur de projet a été engagé dès le 1<sup>er</sup> avril 2008 pour assurer la coordination interne et externe et la réalisation des objectifs précités dans les délais voulus.

#### 3.3 Avant-projet de révision de la loi sur le contrôle des habitants

Un avant-projet de révision totale de la loi sur le contrôle des habitants a été mis en consultation en décembre 2008. L'accueil de cet avant-projet a été mitigé. Les réserves formulées ont incité le Conseil d'Etat à renoncer à procéder à une révision totale et à privilégier la voie de la révision partielle (cf. également ci-dessus ch. 2). En conséquence, le projet adapte le droit actuel aux exigences des dispositions fédérales, selon lesquelles les contenus des registres doivent être harmonisés et les échanges de données automatisés, en particulier pour faciliter l'utilisation statistique des données. Il met en outre en place une nouvelle organisation (création d'une plate-forme informatique cantonale et redistribution des compétences) destinée à faciliter la gestion des registres des habitants compte tenu des exigences fédérales précitées.

Les participants à la procédure de consultation approuvent en principe la création d'une plate-forme informatique cantonale et saluent les gains d'efficacité que celle-ci apportera. Certains participants relèvent cependant les risques accrus en matière de protection des données et la nécessité de prendre en compte ces risques dans la réglementation d'exécution. Certains craignent également que la plate-forme entraîne des coûts supplémentaires, en particulier pour les communes. Cette réserve a déjà été prise en compte par les autorités cantonales: le 10 février 2009, le Grand Conseil a adopté un décret ouvrant un crédit d'engagement de 4 242 200 francs en vue du financement du projet HarmPers; cette somme comprend un montant de 390 000 francs destiné à l'adaptation des logiciels communaux à la plate-forme informatique cantonale (cf. ROF 2009\_016).

La nouvelle répartition des compétences pour l'enregistrement des ressortissants étrangers a suscité de nombreuses réactions dans le cadre de la consultation. Certains y voient la possibilité de créer un lien plus étroit entre les communes et les ressortissants étrangers, d'autres un surcroît de travail. Le projet tient compte des divers arguments avancés. En vertu du principe de proximité, la tenue des registres des habitants doit rester une tâche communale; il n'y a pas lieu de modifier la réglementation actuelle sur ce point. Toutefois, le Conseil d'Etat est conscient du fait que le premier enregistrement des ressortissants étrangers dans la plate-forme informatique représente une charge de travail qui pourrait être relativement lourde pour certaines communes. Il a par conséquent décidé de confier au Service de la population et des migrants (SPoMi) la plus grande partie des tâches liées à ce premier enregistrement. Le projet prévoit ainsi que l'enregistrement des données liées à l'identification et au domicile des ressortissants étrangers en provenance de l'étranger ou d'un autre canton relève de la compétence du SPoMi. La tâche des communes est ainsi considérablement réduite; il leur incombe simplement d'enregistrer le solde des données exigées par la législation, à savoir les données relevant strictement du contrôle des habitants et auxquelles le SPoMi n'a dès lors en principe pas accès (cf. également ci-dessous commentaires ad art. 6 et 7).

#### 4. PROTECTION DES DONNÉES

Le regroupement d'un grand nombre de données personnelles sur un support électronique suscite naturellement des interrogations, voire des inquiétudes, en relation avec la protection des données. Ainsi, la création d'une plate-forme informatique cantonale comprenant les données de tous les registres des habitants n'est envisageable qu'avec des mesures d'accompagnement permettant de garantir la sécurité des données en question. Les droits d'accès à la plate-forme et les compétences respectives feront l'objet d'une réglementation détaillée dans l'ordonnance d'application. L'article 16a al. 3 du projet oblige à cet égard le Conseil d'Etat à prendre en compte les exigences de la protection des données.

#### 5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

##### Article 1: Modification de la loi sur le contrôle des habitants

###### *Article 1*

La disposition actuelle prescrit que le but du contrôle des habitants est de fournir aux autorités et administrations publiques les renseignements de base dont elles ont besoin sur les personnes établies ou en séjour dans les communes du canton. En exécution de la législation fédérale, qui prescrit que les données des registres des habitants doivent être mises à disposition du service compétent de la Confédération en vue de l'établissement de statistiques (cf. art. 6 LHR), cette disposition est complétée par la mention selon laquelle les besoins pris en compte peuvent également être des besoins liés à l'établissement de statistiques.

###### *Article 2*

L'article 2 définit les notions d'établissement et de séjour. Les définitions correspondent à celles données par la législation fédérale, dont elles reprennent les éléments essentiels (cf. art. 3 let. b et c LHR). Dans son message, le Conseil fédéral précise que l'article 3 let. b et c LHR donne «de l'établissement et du séjour une définition unique et applicable au niveau suisse, qui s'appuie sur la définition du code civil suisse (CC) ainsi que sur la pratique des cantons et des communes. Cette définition a été établie en collaboration avec l'Association suisse des contrôles des habitants».

Cette reprise d'un texte légal fédéral n'est pas usuelle, mais s'explique par le fait que les notions d'établissement et de séjour constituent le «cœur» du registre des habitants et doivent dès lors figurer dans les dispositions générales d'une loi cantonale régissant ce domaine.

Il est important de noter que les nouvelles définitions légales n'ont aucune incidence sur le régime applicable actuellement aux personnes séjournant dans les établissements médico-sociaux (EMS). Conformément aux directives du 21 janvier 2002 de la Direction de la sécurité et de la justice, les personnes âgées qui transfèrent leur résidence dans un EMS sont présumées conserver l'établissement dans leur ancienne commune; elles sont considérées comme étant en séjour dans la commune dans laquelle l'EMS a son siège.

###### *Article 3*

L'article 3 n'a plus de réelle portée et peut être abrogé. En effet, dans le projet, les dispositions applicables aux ressortissants étrangers ne font plus l'objet d'une subdivision distincte, mais sont traitées parallèlement à celles applicables aux Suisses (cf. art. 6 ss). Par ailleurs, la loi s'applique clairement au domaine du registre des habitants, et ne régit pas les questions relevant de la législation sur les étrangers. Les champs d'application respectifs des différents instruments législatifs sont suffisamment distincts pour que l'on puisse se passer d'une réserve explicite.

###### *Article 4*

En vertu de l'alinéa 1, les communes sont tenues d'adapter leur registre des habitants aux exigences de l'article 6 LHR. Cette dernière disposition contient une liste exhaustive des identificateurs et des caractères qui doivent figurer pour chaque personne dans le registre des habitants. Les caractères prévus à l'article 6 LHR sont identiques à ceux généralement enregistrés aujourd'hui dans les registres communaux des habitants. Certains caractères et en particulier les identificateurs prévus aux lettres a, c et d de l'article 6 LHR (nouveau numéro AVS, identificateur de bâtiment, identificateur de logement) sont toutefois nouveaux.

Le contenu minimal selon l'article 6 LHR se présente comme suit:

- a) numéro d'assuré au sens de l'article 50c LAVS (NAVS 13);
- b) numéro attribué par l'Office fédéral de la statistique à la commune et nom officiel de la commune;
- c) identificateur de bâtiment selon le registre fédéral des bâtiments et des logements (RegBL);

- d) identificateur de logement selon le RegBL, ménage dont la personne est membre et catégorie de ménage;
- e) nom officiel de la personne et autres noms enregistrés à l'état civil;
- f) totalité des prénoms cités dans l'ordre exact;
- g) adresse et adresse postale, y compris le numéro postal d'acheminement et le lieu;
- h) date de naissance et lieu de naissance;
- i) lieux d'origine, si la personne est de nationalité suisse;
- j) sexe;
- k) état civil;
- l) appartenance à une communauté religieuse reconnue de droit public ou reconnue d'une autre manière par le canton;
- m) nationalité
- n) type d'autorisation, si la personne est de nationalité étrangère;
- o) établissement ou séjour dans la commune;
- p) commune d'établissement ou commune de séjour;
- q) en cas d'arrivée: date, commune ou Etat de provenance;
- r) en cas de départ: date, commune ou Etat de destination;
- s) en cas de déménagement dans la commune: date
- t) droit de vote et éligibilité aux niveaux fédéral, cantonal et communal;
- u) date de décès.

L'alinéa 2 énonce trois caractères (filiation; langue maternelle; identité du conjoint ou du partenaire enregistré et des enfants mineurs faisant ménage commun avec l'intéressé) que les communes doivent introduire en plus des caractères «fédéraux». Ces caractères figurent aujourd'hui déjà dans la loi sur le contrôle des habitants.

Quelques caractères actuels n'ont pas été repris dans le projet, à savoir: la profession, le nom et l'adresse de l'employeur ou le lieu de travail (pour les indépendants). Sujettes à des changements fréquents, ces données qui figurent aujourd'hui dans les registres ne sont souvent pas fiables.

Les caractères «nom et adresse du bailleur ou du logeur» ainsi que «les éventuels autres lieux de séjour» ont également été écartés, car leur utilité n'est pas avérée.

La mention de la qualité de détenteur d'un véhicule automobile n'est pas non plus reprise dans le projet. L'exigence de cette mention a été remise en cause dans la consultation. Plusieurs communes ont signalé que ce caractère n'est que rarement à jour. Le projet renonce donc à l'imposer aux communes en tant qu'élément constitutif du registre des habitants. Il est toutefois important, sous l'angle de l'imposition des véhicules automobiles, que l'Office de la circulation et de la navigation (OCN) soit informé par les communes de l'arrivée des nouveaux habitants soumis à imposition. En droit actuel, l'article 7 let. m de la loi sur le contrôle des habitants prescrit que la déclaration d'arrivée mentionne la qualité de détenteur d'un véhicule automobile. Par ailleurs, l'article 13 de la loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules

automobiles et des remorques<sup>1</sup> prévoit que le préposé au contrôle des habitants communique d'office à l'OCN certaines données relatives aux nouveaux habitants établis, détenteurs d'un véhicule automobile. Le système actuel doit être conservé. Le projet propose dès lors de compléter l'article 13 précité par l'obligation, imposée aux nouveaux arrivants établis dans la commune, de fournir au préposé les informations nécessaires à la communication de données fiables à l'OCN (cf. art. 2 let. c du projet d'acte modificateur).

#### **Article 5**

Le délai pour s'annoncer lors de l'établissement ou du séjour dans une commune est porté à 14 jours (8 jours dans la loi actuelle). Le délai de 14 jours est celui prévu tant dans la loi sur l'harmonisation des registres que dans la législation fédérale sur les étrangers.

#### **Article 6**

La principale modification proposée à l'article 6 concerne le lieu où doit être effectuée l'annonce.

Selon le droit actuel, les ressortissants suisses s'annoncent au secrétariat communal (art. 6 al. 1 LCH), alors que les ressortissants étrangers s'annoncent auprès de la préfecture, à l'exception du district de la Sarine où l'annonce se fait directement auprès du SPoMi (art. 24 LCH). En réalité, des pratiques diverses se sont toutefois développées au fil des années, de sorte qu'aujourd'hui, les étrangers s'annoncent souvent auprès de la commune ou – même s'ils ne sont pas domiciliés dans le district de la Sarine – directement auprès du SPoMi.

L'annonce des ressortissants étrangers auprès de la préfecture se justifiait jusqu'à présent, dans la mesure où les préfectures tenaient un double des contrôles communaux des habitants du district (art. 15 LCH). Etant donné que la plate-forme informatique cantonale contiendra l'ensemble des données des contrôles des habitants, la tenue d'un double par les préfectures ne sera plus nécessaire à l'avenir. L'abandon de cette tâche préfectorale, et de la compétence de surveillance qui en découle, a également été prévue dans le cadre de la mise en œuvre de la Constitution (projet N° 35 «structures territoriales»). Par conséquent, le projet ne confère plus de compétence en matière d'enregistrement des ressortissants étrangers aux préfectures.

Le système proposé dans le projet est le suivant: les ressortissants suisses et les ressortissants étrangers déjà en établissement ou en séjour dans une commune du canton s'annoncent auprès du service communal en charge du contrôle des habitants (al. 1), alors que les ressortissants étrangers qui arrivent de l'étranger ou d'un autre canton s'annoncent auprès du SPoMi (al. 4).

La répartition des compétences proposée tient compte des réserves formulées dans le cadre de la procédure de consultation. Cette répartition n'aura pas pour conséquence de surcharger les communes, dans la mesure où elles devront se charger uniquement de la mise à jour des données déjà contenues dans la plate-forme informatique. Le premier enregistrement des données liées à l'identification et au domicile des ressortissants étrangers sera de la compétence du SPoMi (cf. également ci-dessus ch. 3.3).

<sup>1</sup> RSF 635.4.1

Il est par ailleurs important de souligner que le fait que les étrangers préalablement enregistrés dans la plate-forme informatique s'annoncent auprès des communes n'implique aucun transfert de tâches ou de compétences en matière de police des étrangers aux autorités communales. Le SPoMi reste la seule autorité compétente en la matière.

En ce qui concerne les dispositions régissant la forme de l'annonce, le projet reprend le système en vigueur actuellement, c'est-à-dire l'annonce personnelle auprès du service communal du contrôle des habitants (cf. art. 6 al. 2, 1<sup>re</sup> phr., et al. 3 LCH). Ce contact personnel permet à la personne concernée de se familiariser avec l'administration communale et d'obtenir des renseignements utiles sur la vie dans la commune. Toutefois, pour tenir compte d'une demande de plus en plus importante, le projet introduit la faculté des communes de prévoir la possibilité d'une annonce par voie électronique (al. 2 in fine). S'agissant de la forme de l'annonce auprès du SPoMi, l'alinéa 4 est volontairement formulé de manière large pour couvrir également la possibilité d'une annonce par voie électronique.

L'alinéa 5 traite des personnes vivant dans les ménages collectifs, tels que définis à l'article 2 let. a<sup>bis</sup> de l'ordonnance fédérale du 21 novembre 2007 sur l'harmonisation des registres (OHR)<sup>1</sup>, à savoir les homes pour personnes âgées et les établissements médico-sociaux, les foyers et les maisons d'éducation pour enfants et adolescents, les internats et les foyers d'étudiants, les établissements pour handicapés, les hôpitaux, les établissements de soins et autres institutions dans le domaine de la santé, les établissements d'exécution des peines et mesures, les centres d'hébergement de requérants d'asile et les monastères, les établissements d'hébergement de congrégations et autres associations religieuses. L'article 9 de l'ordonnance précitée charge les cantons de s'assurer que les personnes vivant dans les ménages collectifs sont inscrites dans les registres des habitants et dans les registres des électeurs. Ces personnes sont toutefois dans des situations qui les empêchent de fait de satisfaire à l'exigence de l'annonce personnelle prévue par la loi actuelle et le projet (cf. art. 6 al. 2 LCH). L'alinéa 5 délègue par conséquent au Conseil d'Etat la tâche de déterminer les catégories de personnes vivant dans les ménages collectifs pouvant être tenues par les prescriptions ordinaires et les catégories pour lesquelles il convient de prévoir un régime particulier. En l'état actuel des réflexions, il est prévu que les personnes majeures résidant dans des internats ou dans des foyers d'étudiants s'annoncent personnellement; les autres personnes vivant dans des ménages collectifs devraient être annoncées par les directeurs d'établissements.

#### **Article 7**

L'article 7 précise la répartition des tâches entre les services communaux et le SPoMi en matière d'enregistrement des personnes dans les registres des habitants.

Les données relatives aux personnes tenues de s'annoncer auprès du service communal en charge du contrôle des habitants en vertu de l'article 6, à savoir les ressortissants suisses et les ressortissants étrangers déjà établis ou en séjour dans une commune du canton, sont recueillies par le préposé communal (al. 1). A relever que, comme déjà indiqué ci-dessus, la tâche du préposé se limitera en

principe à la mise à jour des données comprises dans la plate-forme informatique devenues inexactes à la suite du changement de domicile.

Le premier enregistrement des ressortissants étrangers en provenance de l'étranger ou d'un autre canton, c'est-à-dire des personnes dont les données ne sont pas encore comprises dans la plate-forme informatique, relève en revanche de la compétence du SPoMi (al. 2). Celui-ci recueille, en vue de leur introduction dans la plate-forme, les données dont il a lui-même besoin pour accomplir ses tâches spécifiques: nom, prénom, adresse, date et lieu de naissance, sexe, état civil, appartenance à une communauté religieuse, nationalité, type d'autorisation, filiation, langue maternelle et identité du conjoint ou du partenaire enregistré et des enfants mineurs faisant ménage commun avec l'intéressé. Le SPoMi communique les données à la commune de domicile, qui doit prendre contact avec les personnes concernées afin de compléter le dossier (enregistrement des autres données devant figurer dans le registre des habitants dont la récolte ne relève pas de la compétence du SPoMi, cf. art. 4). Cette procédure présente l'avantage de permettre aux communes d'établir un lien direct avec les personnes étrangères et de favoriser ainsi leur intégration.

Les alinéas 3 et 4 régissent le devoir d'information réciproque du SPoMi et des autorités communales. L'obligation du SPoMi d'informer les communes des changements ultérieurs du statut des personnes est prévue à l'alinéa 3, alors que l'alinéa 4 prescrit que le préposé informe le SPoMi des changements ultérieurs relatifs à l'identité, au domicile ou au départ des ressortissants étrangers. Pour l'Etat, cet échange d'information est important du point de vue de l'actualisation des autorisations de police des étrangers.

#### **Article 8**

L'alinéa 1 met en œuvre l'article 11 let. b LHR, selon lequel les cantons «édicter les dispositions nécessaires afin que toute personne tenue de s'annoncer communique de façon conforme à la vérité, les données énumérées à l'article 6 ainsi que, le cas échéant, les documents nécessaires.»

Les alinéas 2 à 4 reprennent dans les grandes lignes le système prévu dans la loi actuelle, s'agissant des documents à produire lors de l'annonce. La production des documents par voie électronique n'est pas exclue.

#### **Article 8a**

Selon l'article 12 LHR, les cantons doivent édicter les dispositions nécessaires afin que les employeurs, les bailleurs et les logeurs communiquent gratuitement aux services du contrôle des habitants qui en font la demande les renseignements relatifs aux personnes tenues de s'annoncer, si ces dernières ne s'acquittent pas de leur obligation. Par ailleurs, l'article 8 al. 2 LHR prescrit que les cantons édicter les dispositions nécessaires afin que les services industriels et tout autre service tenant des registres mettent gratuitement à la disposition des services du contrôle des habitants les données dont ces derniers ont besoin pour déterminer et mettre à jour l'identificateur du logement d'une personne.

L'article 8a répond aux exigences du droit fédéral.

Contrairement à certains cantons qui ont introduit une obligation générale d'annonce (par exemple AG, JU, TG), l'article 8a al. 1 s'en tient à une obligation subsi-

<sup>1</sup> RS 431.021

diaire, telle que prescrite par l'article 12 LHR (al. 1). Cette disposition ne sera appliquée qu'en tant qu'ultima ratio lorsqu'un problème ne peut pas être résolu d'une autre manière. La subsidiarité implique que les informations doivent être en priorité recueillies auprès de la personne concernée, qui est soumise à l'obligation d'annonce prévue à l'article 5.

Les personnes qui logent des ressortissants étrangers à titre lucratif restent néanmoins tenues de les annoncer auprès du SPoMi en application de l'article 16 de la loi fédérale sur les étrangers.

L'alinéa 2 est imposé par le droit fédéral (art. 8 LHR). Les informations détenues par les services industriels ou d'autres services tenant des registres officiels peuvent permettre aux responsables des registres des habitants d'attribuer de manière univoque les identificateurs de bâtiment (EGID) ou de logement (EWID) à une personne et de tenir à jour ces indications dans le registre.

L'alinéa 3 est repris de la législation actuelle (cf. art. 13 al. 2 LCH). La mention spéciale des employeurs est toutefois abandonnée, car ce groupe de personnes est compris dans la catégorie générale des particuliers.

L'alinéa 4 précise que les données visées à l'article 8a sont transmises gratuitement au préposé.

#### **Article 10**

Les modifications de cette disposition n'ont pas de portée matérielle.

Le renvoi figurant à l'alinéa 1 est simplement adapté à la modification de l'article 4 régissant le contenu des registres.

La rédaction de l'alinéa 2 est simplifiée. Cette disposition renvoie ainsi à l'article 6. Lorsqu'ils acquièrent l'âge de la majorité, les ressortissants suisses et les ressortissants étrangers établis ou en séjour dans une commune du canton s'annoncent auprès de la commune.

#### **Article 11**

L'article 11 LHR prescrit que toutes les personnes physiques qui déménagent (arrivée et départ) sont tenues de s'annoncer au service du contrôle des habitants dans les quatorze jours. L'article 11 de la loi cantonale doit par conséquent être adapté, de manière à viser non seulement les départs des personnes établies dans la commune, mais aussi ceux des personnes en séjour (al. 1).

La déclaration de départ doit dans tous les cas être faite auprès du préposé. Il n'y a pas de parallélisme avec la solution retenue aux articles 6 et 7 pour l'annonce d'arrivée.

#### **Article 13**

Cette disposition introduit l'obligation pour les préposés de tenir les registres des habitants sous forme électronique (let. b). Cette obligation est imposée par la législation fédérale (cf. art. 10 LHR et art. 5 ss OHR). Les relevés statistiques prévus par l'OFS, en particulier le recensement fédéral, ne pourront en effet être réalisés que si toutes les communes de Suisse sont en mesure de fournir des données sous une forme électronique agréée. En outre, la création d'une plate-forme informatique cantonale pré-suppose également que les registres soient gérés sur un support électronique.

La modification de la lettre c résulte de la prise en compte du fait que certaines personnes ne possédant pas d'acte d'origine déposent des documents jugés équivalents lorsqu'elles s'installent dans la commune (cf. art. 8 al. 2).

Le contenu de l'alinéa 2 est repris à l'article 8a al. 3 (à adapter lorsque le choix entre les variantes sera définitif). Cet alinéa 2 est par conséquent abrogé.

#### **Article 14**

Le projet supprime les compétences des préfets en matière de tenue du registre des habitants et de surveillance des préposés (cf. ci-dessus commentaire relatif à l'article 6). Les règles ordinaires de la loi sur les communes sur la surveillance des communes par le préfet continuent toutefois naturellement de s'appliquer, sans qu'il soit nécessaire de le prévoir expressément dans la loi sur le registre des habitants. L'article 14 peut par conséquent être abrogé.

#### **Article 15**

L'alinéa 1 let. b précise que la Direction de la sécurité et de la justice est l'autorité compétente pour délivrer les autorisations conférant un droit d'accès aux données de la plate-forme informatique cantonale.

Les modifications de la lettre c de l'alinéa 1 (qui correspond à la lettre b actuelle) et de l'alinéa 2 sont purement formelles.

#### **Article 15a**

Le nouvel article 15a précise les attributions du SPoMi.

Conformément à la lettre a, le SPoMi est chargé de fournir aux autorités et administrations publiques ayant ponctuellement besoin de certaines données de la plate-forme informatique les renseignements auxquels elles ont droit (pour les explications relatives à l'accès aux données de la plate-forme informatique, cf. ci-dessus commentaires ad art. 16a).

La lettre b met en œuvre l'article 8 al. 1 OHR, selon lequel les cantons désignent le service responsable de la livraison des données à l'OFS. Dans la mesure où le SPoMi est chargé de traiter les demandes relatives aux informations contenues dans la plate-forme informatique cantonale, il lui incombe logiquement de prendre également en charge la fourniture des données requises à l'OFS.

La lettre c n'appelle pas de commentaire particulier.

L'avant-projet mis en consultation attribuait au SPoMi la surveillance de l'activité des préposés. Cette compétence a été vivement contestée dans la procédure de consultation. Elle n'est pas reprise dans le projet actuel, de sorte que la surveillance dans le domaine du registre des habitants est régie par les règles ordinaires de la loi sur les communes. Dès lors, si le SPoMi constate des irrégularités en relation avec la gestion de la plate-forme informatique cantonale, il n'a pas la compétence d'intervenir directement auprès des préposés concernés. Il doit simplement en informer les autorités compétentes au sens des articles 143 ss de la loi sur les communes.

#### **Article 15b**

Selon l'article 9 LHR, «les cantons désignent un service chargé de coordonner et d'appliquer les mesures d'harmonisation et de procéder aux contrôles de qualité s'y

rapportant.» L'ordonnance fédérale sur l'harmonisation des registres précise ces tâches, qui portent notamment sur la communication d'informations spécifiques à l'OFS (art. 11 al. 1 OHR) et sur l'utilisation du numéro d'assuré AVS (art. 18 et 19 OHR). Compte tenu de leur nature, ces tâches sont logiquement attribuées au Service de la statistique (SStat), qui s'occupe également de la gestion du Registre des bâtiments et logements (RegBl) dans le canton de Fribourg. Aujourd'hui déjà, le SStat fonctionne à titre provisoire comme autorité compétente au sens de l'article 9 LHR, ceci depuis fin 2006 (cf. également ci-dessus ch. 1).

### **Article 16**

A l'occasion de la mise en œuvre de la législation fédérale sur l'harmonisation des registres, la plupart des cantons prévoient de créer des plate-formes informatiques qui contiendront l'ensemble des données des registres communaux des habitants. Ils entendent ainsi bénéficier du potentiel offert par l'existence de données harmonisées, afin de simplifier les processus administratifs et les échanges de données qui se font aujourd'hui la plupart du temps sur support papier, et parfois de manière redondante (cf. également ci-dessus ch. 3). Le projet prévoit la création d'une telle plate-forme informatique, grâce à laquelle l'harmonisation des registres permettra non seulement d'effectuer les recensements fédéraux sur la base de registres, mais constituera également un élément de base de la cyberadministration aux différents échelons de l'administration communale et cantonale.

L'article 16 constitue la base légale pour la création de la plate-forme cantonale.

Un certain nombre de participants à la consultation ont formulé des réserves quant au travail supplémentaire qu'impliquera pour les communes la mise en place de cette plate-forme et aux charges qui en découleront. Force est toutefois de constater que les travaux d'adaptation imposés aux communes découlent de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres et devront de toute manière être réalisés, indépendamment de l'existence ou non d'une plate-forme informatique cantonale. Il est en revanche important de souligner que les communes profiteront en définitive de la plate-forme, dans la mesure où celle-ci facilitera la gestion des registres des habitants en simplifiant les processus administratifs, en particulier lors des échanges d'informations entre autorités (cf. également ci-dessus ch. 3).

### **Article 16a**

L'article 16a règle la fourniture d'informations aux autorités et aux administrations publiques par l'intermédiaire du canton (pour la fourniture d'informations par les préposés communaux, cf. art. 16b).

L'article 16a al. 1 répond à un souci de protection des données. Il énonce le principe selon lequel l'accès des autorités et administrations publiques aux données comprises dans la plate-forme informatique cantonale n'est pas libre, mais soumis à autorisation.

L'alinéa 2 précise les deux formes de l'accès à ces données: par procédure d'appel (let. a) et par l'intermédiaire du SPoMi (let. b).

a. Les autorités et administrations publiques qui, pour accomplir leurs tâches, ont régulièrement besoin de certaines données de la plate-forme informatique peuvent être autorisées à y accéder par procédure d'appel.

Les autorisations mentionnent précisément la ou les catégorie(s) de données sur laquelle ou lesquelles elles portent.

b. Les autorités et administrations publiques dont les tâches ne nécessitent qu'un accès ponctuel à la plate-forme informatique ne bénéficient pas d'un accès par procédure d'appel. Elles peuvent en revanche être autorisées à recevoir, par l'intermédiaire du SPoMi, les données relatives à des habitants de plusieurs communes, lorsqu'elles en ont besoin pour exercer leurs tâches (cf. également art. 15 let. a).

Conformément à l'article 16a al. 3, le Conseil d'Etat édicte les règles sur la procédure d'autorisation et les modalités du droit d'accès aux données de la plate-forme informatique. En l'état actuel, il est prévu que l'octroi des autorisations relève de la compétence de la Direction de la sécurité et de la justice, sur préavis de l'Autorité de surveillance de la protection des données, et que les règles applicables à la procédure d'octroi offrent une garantie optimale des personnes concernées sous l'angle de la protection des données. Ainsi, seules les autorités et administrations publiques qui ont régulièrement besoin des données contenues dans la plate-forme informatique pour l'exercice de leurs tâches et qui satisfont à de strictes exigences de fiabilité pourront bénéficier d'une autorisation d'accès par procédure d'appel. Les autres autorités et administrations publiques devront requérir une autorisation pour un accès aux données de la plate-forme par l'intermédiaire du SPoMi ou s'adresser directement aux préposés communaux.

### **Article 16b**

L'article 16b régit la communication des données du registre des habitants par les préposés communaux. Il correspond à l'article 16 LCH.

L'alinéa 1, qui régit la possibilité pour les préposés de faire des communications dans des cas d'espèce et sur demande, correspond à l'alinéa 2 de la loi actuelle.

L'alinéa 2 reprend le cas visé à l'article 16 al. 1 let. c de la loi actuelle. Les communications envisagées aux lettres a et b de ce même alinéa se feront à l'avenir par l'intermédiaire d'accès directs, par procédure d'appel, à la plate-forme informatique et n'ont par conséquent pas besoin d'être repris dans le projet.

### **Article 17a**

L'article 17a a été introduit dans le projet à la suite de la procédure de consultation. Il s'applique aux particuliers et aux organisations chargés de l'exécution d'une tâche publique ou au bénéfice d'un mandat de prestations et/ou subventionnés par l'Etat. Ces particuliers ou organisations peuvent avoir besoin, dans le cadre de leur activité, des données du registre des habitants. Le projet prend en considération le caractère d'utilité publique du travail qu'ils accomplissent et les soumet aux règles applicables aux autorités et administrations publiques bénéficiant d'un accès ponctuel aux données contenues dans la plate-forme informatique cantonale. A titre d'exemples des communications visées par cette disposition, on peut mentionner la communication de données au registre fribourgeois des tumeurs et celle effectuée dans le cadre du dispositif de dépistage du cancer du sein.

## **Article 21**

La formulation de la disposition actuelle est trop stricte. La rédaction proposée dans le projet permet une meilleure adaptation à l'évolution des besoins. Il n'est pas prévu que la Direction de la sécurité et de la justice et le SPoMi demandent des émoluments pour leurs décisions et communications (à noter qu'actuellement, en dépit de l'article 21 al. 1 LCH, la Direction de la sécurité et de la justice ne prélève aucun émolument). Les communes pourront en revanche continuer à prélever des émoluments. A cet égard, les montants prévus dans l'arrêté du 16 décembre 1986 fixant les émoluments en matière de contrôle des habitants<sup>1</sup> seront réexaminés.

## **Articles 24 à 26**

Le projet intègre les règles applicables aux étrangers dans les dispositions «ordinaires» (cf. art. 6 à 8). La subdivision particulière de la loi actuelle consacrée aux étrangers peut donc être abrogée.

A noter que l'obligation d'annonce imposée aux bailleurs et logeurs de ressortissants étrangers n'est plus prévue dans le projet (cf. art. 25 LCH), mais reste valable en application de l'article 16 de la loi fédérale sur les étrangers (cf. également ci-dessus commentaire ad art. 8a).

## **Article 2: Modifications d'autres lois**

### **1. Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat**<sup>2</sup>

Le complément apporté à l'article 24 al. 1 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat vise à permettre aux Eglises reconnues de bénéficier également des avantages de la plate-forme informatique cantonale. Grâce à cette modification, elles peuvent, au même titre que les autorités et administrations publiques, demander à être autorisées à recevoir les informations dont elles ont besoin concernant leurs membres.

### **2. Loi du 6 juin 2006 sur les impôts cantonaux directs (LICD)**<sup>3</sup>

La modification est purement formelle. Le renvoi est adapté à la nouvelle numérotation des articles de la loi sur le contrôle des habitants.

### **3. Loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules et des remorques**<sup>4</sup>

Cette modification découle de la non-reprise de l'article 7 let. m de la loi actuelle dans le projet (cf. ci-dessus commentaire ad art. 4).

## **Article 3: Droit transitoire**

Cette disposition a pour but d'écarter l'éventuelle survenance d'une lacune juridique. Si le raccordement à la plate-forme informatique cantonale de certaines autorités et administrations publiques devait être retardé par rapport à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la loi sur le contrôle des habitants, les communications d'office prévues par l'article 16 de la loi actuelle devraient continuer de se faire. L'article 3 du projet offre cette possibilité.

<sup>1</sup> RSF 114.21.16

<sup>2</sup> RSF 190.1

<sup>3</sup> RSF 631.1

<sup>4</sup> RSF 635.4.1

## **Article 4: Entrée en vigueur et référendum**

Le Conseil d'Etat est chargé de fixer la date d'entrée en vigueur. Il est tenu par les impératifs de la législation fédérale. L'article 28 al. 1 de l'ordonnance fédérale sur l'harmonisation des registres prévoit que l'harmonisation des registres et l'inscription du numéro d'assuré AVS dans les registres doivent être achevés au plus tard le 15 janvier 2010.

S'agissant de la question du référendum financier, les coûts induits par l'adaptation de la loi sur le contrôle des habitants à la législation fédérale sur l'harmonisation des registres ont déjà fait l'objet d'un décret du Grand Conseil, qui n'a du reste lui-même pas été soumis au référendum (cf. ROF 2009\_016).

## **6. RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES**

Le projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes dans le domaine du contrôle des habitants. Les registres des habitants continueront d'être tenus par les communes comme c'est le cas actuellement. La plate-forme informatique cantonale ne fera que regrouper les données figurant dans les registres communaux, afin de faciliter les échanges d'informations entre autorités (cf. également ci-dessus ch. 3).

Il convient toutefois de signaler le changement de compétence en matière d'enregistrement des ressortissants étrangers (cf. ci-dessus commentaires ad art. 6 et 7).

## **7. CONSTITUTIONNALITÉ ET CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROPÉEN**

Le projet met en œuvre la nouvelle législation fédérale sur l'harmonisation des registres et ne pose pas de problème particulier sous l'angle de la constitutionnalité et de la conformité au droit européen.

## **8. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL**

Les coûts et les incidences en personnel engendrés par la révision de la loi sur le contrôle des habitants ont déjà été pris en compte dans le décret du 10 février 2009 (cf. ROF 2009\_016). Le projet n'implique pas de charges supplémentaires par rapport à celles qui ont été retenues dans ce décret.

**BOTSCHAFT Nr. 152** 7. September 2009  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung**  
**des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle**

Wir unterbreiten Ihnen einen Entwurf des Gesetzes zur Anpassung des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (EKG)<sup>1</sup> an das Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die Harmonisierung der Einwohnerregister und anderer amtlicher Personenregister (Registerharmonisierungsgesetz, RHG)<sup>2</sup>.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Die Bundesgesetzgebung über die Harmonisierung der Register
2. Notwendigkeit einer Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle
3. Ablauf der Arbeiten
4. Datenschutz
5. Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen
6. Verteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden
7. Verfassungsmässigkeit und Übereinstimmung mit Bundesrecht und europäischem Recht
8. Finanzielle und personelle Auswirkungen

## **1. DIE BUNDESGESETZGEBUNG ÜBER DIE HARMONISIERUNG DER REGISTER**

Am 23. Juni 2006 haben die Eidgenössischen Räte das Registerharmonisierungsgesetz verabschiedet. Dieses Gesetz bezweckt die Vereinfachung der Datenerhebung für die Statistik, indem die Harmonisierung amtlicher Personenregister und der Austausch von Personendaten zwischen den Registern sichergestellt werden. Hierzu bestimmt es namentlich die Identifikatoren und Merkmale, die in den Registern zu führen sind (minimaler Inhalt). Der Geltungsbereich des RHG deckt verschiedene eidgenössische Personenregister (Infostar, ZEMIS, Ordipro, VERA usw.) sowie die kantonalen und kommunalen Einwohnerregister und Stimmregister ab.

Parallel dazu hat der Bundesrat die Einführung einer neuen Sozialversicherungsnummer (AHVN13) als Personenidentifikationsnummer für sämtliche Register vorgesehen. Er hat ausserdem beschlossen, die eidgenössische Volkszählung 2010 ausschliesslich auf der Grundlage von elektronischen Registern durchzuführen.

Auf kantonalen Ebene betrifft das Projekt «Harmonisierung der Personenregister» (HarmPers) in erster Linie die Gemeinden, welche für die Einwohnerkontrolle zuständig sind. Die Gemeinden müssen denn auch ihre Software innert den vom Bundesamt für Statistik (BFS) vorgegebenen Fristen anpassen, damit die eidgenössische Volkszählung 2010 wie vorgesehen auf der Grundlage der Einwohnerregister erfolgen kann. Sie müssen namentlich in ihren Registern die für die Zuteilung eines spezifischen Identifikators für jedes Gebäude / jede Wohnung notwendigen Daten einbringen. Auch die Einführung der neuen Sozialversicherungsnummer AHVN13 muss innert der bundesrechtlichen Fristen gewährleistet sein. Die Soft-

warelieferanten (gegenwärtig sind es 13 Lieferanten für die 168 freiburgischen Gemeinden) sind über die Änderungen informiert und haben bereits die notwendigen Vorkehrungen getroffen. Die freiburgischen Gemeinden sind ausserdem regelmässig über den jeweiligen Stand des Projekts und ihre entsprechenden Verpflichtungen orientiert worden. Allen Gemeinden werden regelmässig Informationsschreiben und -mails zugestellt; ausserdem sind im Mai 2008 zwei Informationssitzungen für die Gemeindevorsteher und andere betroffene Personen organisiert worden.

Das Projekt betrifft aber auch die kantonalen Behörden. So sieht das Bundesgesetz vor, dass «die Kantone eine Amtsstelle bestimmen, die für die Koordination, Durchführung und Qualitätskontrolle der Harmonisierung zuständig ist» (Art. 9 RHG). Für die Vorbereitungsphase des Projekts hat der Staatsrat das Amt für Statistik (StatA) als zuständige Behörde im Sinne von Artikel 9 RHG bezeichnet. Die Entwicklung eines harmonisierten Inhalts der Einwohnerregister ist zudem für zahlreiche Verwaltungseinheiten des Staates Freiburg von offensichtlichem Interesse. Der Staatsrat hat somit beschlossen, eine Informatikplattform zu schaffen, auf der alle Daten der Gemeinderegister vereinigt werden sollen (vgl. weiter unten, Ziffer 3, und Erläuterungen ad Artikel 16).

## **2. NOTWENDIGKEIT EINER ÄNDERUNG DES GESETZES ÜBER DIE EINWOHNERKONTROLLE**

Die Harmonisierung der Register, über eine Revision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle, gehört zu einem der im Regierungsprogramm 2007–2011 genannten anstehenden Projekte (Herausforderung Nr. 7 «Näher zum Bürger und weniger Steuern»). Mit der Revision dieses Gesetzes werden folgende zwei Zielsetzungen erfüllt: Anpassung des geltenden Gesetzes an die neuen bundesrechtlichen Anforderungen (a) und Schaffung einer kantonalen Informatikplattform, auf die berechnete Behörden und öffentliche Verwaltungen über ein Abrufverfahren Zugriff haben (b).

- a. Das Gesetz über die Harmonisierung der Register und seine Ausführungsverordnung vom 21. November 2007 sind am 1. Januar 2008 in Kraft getreten. Die Kantone haben nun ihre Gesetzgebung an das neue Bundesrecht anzupassen. In der Tat sieht das RHG die Einführung von Merkmalen, die im geltenden Gesetz nicht enthalten sind (namentlich den Gebäudeidentifikator [EGID], den Wohnungsidentifikator [EWID]<sup>3</sup> und die Sozialversicherungsnummer [NA], im Mindestinhalt der Einwohnerregister vor. Weitere Änderungen wie die bundesrechtliche Neudefinierung der Begriffe «Aufenthalt» und «Niederlassung» erfordern ebenfalls Anpassungen des kantonalen Gesetzes über die Einwohnerkontrolle. Diese Anpassungen müssen fristgerecht verwirklicht sein, um die Durchführung der eidgenössischen Volkszählung im Jahr 2010 auf der Grundlage dieser Register zu ermöglichen.
- b. Der Entwurf berücksichtigt die Bedürfnisse der Benutzer der in den Einwohnerregistern enthaltenen Daten:

<sup>3</sup> Die Abkürzungen EGID und EWID, die den deutschen Ausdrücken «Eidgenössischer Gebäudeidentifikator» und «Eidgenössischer Wohnungsidentifikator» entsprechen, werden allgemein (auch in französischen Texten) zur Bezeichnung dieser Identifikatoren verwendet.

<sup>1</sup> SGF 114.21.1  
<sup>2</sup> SR 431.02

Sein Artikel 16 bildet die gesetzliche Grundlage für eine kantonale Informatikplattform. Diese Plattform wird die Modernisierung und die Vereinfachung der Verwaltung der Daten der Einwohnerregister ermöglichen, was die administrative Effizienz verstärken wird. Zu bemerken ist, dass die meisten Kantone sich im Rahmen der Umsetzung des Gesetzes über die Registerharmonisierung für eine Lösung mit einer kantonalen Plattform entschieden haben.

In Anbetracht der Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens verzichtet der Staatsrat auf sein ursprüngliches Vorhaben einer Totalrevision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle. In der Tat hat sich gezeigt, dass die beiden genannten Zielsetzungen auch mit einer Teilrevision dieses Gesetzes erreicht werden können. Der Entwurf begnügt sich folglich mit der Anpassung des Gesetzes an die bundesrechtlichen Anforderungen und dessen Modernisierung, um Effizienz und Leistung in den praktischen Anwendungen im Bereich der Einwohnerkontrolle zu verbessern.

### 3. ABLAUF DER ARBEITEN

#### 3.1 Vorstudie

Ab Ende 2006 haben die durch das Projekt hauptsächlich betroffenen Direktionen, nämlich die Sicherheits- und Justizdirektion, die Volkswirtschaftsdirektion und die Finanzdirektion die Arbeiten im Hinblick auf die Umsetzung des Registerharmonisierungsgesetzes im Kanton Freiburg in Angriff genommen. Diese Arbeiten, an denen Vertreter des Freiburger Gemeindeverbandes sowie mehrere Vorsteher von Einwohnerkontrollen der Gemeinden beteiligt waren, wurden mit einem Vorstudienbericht abgeschlossen, der dem Staatsrat im Oktober 2007 vorgelegt wurde. Dieser Bericht kam zum Schluss, dass es für die Erfüllung der im Registerharmonisierungsgesetz vorgeschriebenen Vorgaben und um gleichzeitig die eingegangenen Bemühungen und das erkannte Potential voll ausnutzen zu können, angebracht wäre, eine Informatikplattform auf kantonaler Ebene zu schaffen, was einerseits den elektronischen Datenaustausch zwischen den Gemeinden und dem Bund im Rahmen der eidgenössischen Volkszählung erlauben wird und andererseits den Informationsfluss zwischen den Gemeinden und den Verwaltungseinheiten des Kantons vereinfachen und rationalisieren wird.

Die wichtigsten, von dieser kantonalen Plattform erwarteten Vorteile sind folgende:

- längerfristige Gewährleistung der Homogenität, der Vollständigkeit, der Aktualität und der Genauigkeit der Personendaten, welche Gemeinden, Kanton und Bund benötigen;
- Beteiligung sämtlicher Gemeinden des Kantons am Informatiknetz;
- wichtige Verbesserungen der Leistungen des globalen Informationssystems der öffentlichen Verwaltungsstellen, insbesondere des Informationsaustauschs zwischen den Gemeinden und dem Kanton, Verbesserungen, die substantielle Einsparungen erlauben;
- Schaffung der notwendigen Voraussetzungen für die volle Entfaltung von geeigneten Anwendungen für die elektronische Geschäftstätigkeit auf den verschiedenen Ebenen der öffentlichen Verwaltungen;

- Weiterleitung der Meldung eines Wohnsitzwechsels und der Personenidentifikationsdaten an alle der Plattform angeschlossenen Verwaltungseinheiten.

#### 3.2 Das Projekt HarmPers

Der Staatsrat hat den Bericht der Vorstudie zur Kenntnis genommen und mit Beschluss vom 18. Dezember 2007 die Projektdefinition genehmigt. Diese umfasst folgende Zielsetzungen:

##### Allgemeine Zielsetzung

Schaffung, bis Anfang 2010, einer kantonalen Informatikplattform auf der Grundlage von bestehenden Gegebenheiten, zwecks Zusammenführung aller Daten aus den Einwohnerregistern der Gemeinden.

##### Besondere Zielsetzungen

- Gewährleistung der Harmonisierung der Einwohnerregister der Gemeinden innert der vom Bund vorgeschriebenen Frist (15.10.2010).
- Sicherstellung des Anschlusses aller Freiburger Gemeinden an die kantonale Plattform bis 15.01.2010.
- Ausarbeitung eines Entwurfs der Totalrevision des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle.

Für die Durchführung dieses Projekts hat der Staatsrat eine Projektorganisation, bestehend aus einem Leitungsausschuss und einem Projektausschuss, geschaffen. Diese Strukturen setzten sich zusammen aus Vertretern der betroffenen Direktionen und Ämter (SJD, ITA, StatA, BMA) sowie der Staatskanzlei, aus Vertretern des Freiburger Gemeindeverbandes und aus Vorsteherinnen und Vorstehern der Einwohnerkontrollen der Gemeinden. Der Staatsrat hat ausserdem zwecks Sicherstellung der internen und externen Koordination und fristgerechter Verwirklichung der genannten Zielsetzungen einen Gesamtprojektleiter angestellt.

#### 3.3 Vorentwurf der Revision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle

Im Dezember 2008 ist ein Vorentwurf der Totalrevision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle in die Vernehmlassung gegeben worden. Dieser Vorentwurf wurde nicht uneingeschränkt gutgeheissen. Die geäusserten Vorbehalte haben den Staatsrat bewogen, auf eine Totalrevision zu verzichten und einer Teilrevision den Vorzug zu geben (vgl. ebenfalls weiter oben, Ziff. 2). Der Entwurf beinhaltet folglich eine Anpassung des geltenden Rechts an die Anforderungen der bundesrechtlichen Bestimmungen, denen zufolge die Inhalte der Register harmonisiert und der Datenaustausch automatisiert werden müssen, insbesondere um die Benützung der Daten zu statistischen Zwecken zu erleichtern. Ausserdem wird eine neue Organisation aufgestellt (Schaffung einer kantonalen Informatikplattform und Neuverteilung der Kompetenzen) mit dem Zweck, die Führung der Einwohnerregister unter Berücksichtigung der genannten bundesrechtlichen Anforderungen zu erleichtern.

Die Teilnehmer am Vernehmlassungsverfahren befürworten grundsätzlich die Schaffung einer kantonalen Informatikplattform. Sie begrüssen den Gewinn an Effizienz, den sie mit sich bringen wird. Die meisten weisen jedoch auf die erhöhten Risiken im Datenschutzbereich, den sie voraussetzt, hin und auf die Notwendigkeit, die-

sen Risiken in der Vollzugsregelung Rechnung zu tragen. Einige Teilnehmer befürchten auch, dass die Plattform insbesondere für die Gemeinden zusätzliche Kosten nach sich ziehen wird. Auf dieses Argument sind die kantonalen Behörden bereits näher eingetreten: Am 10. Februar 2009 hat der Grosse Rat ein Dekret über die Eröffnung eines Verpflichtungskredits in Höhe von 4 242 200 Franken im Hinblick auf die Finanzierung des Projekts HarmPers verabschiedet; in diesem Betrag ist eine Summe von 390 000 Franken für die Anpassung der Software der Gemeinden an die kantonale Informatikplattform enthalten (vgl. ASF 2009\_016).

Die neue Kompetenzverteilung für die Eintragung von ausländischen Staatsangehörigen hat im Rahmen der Vernehmlassung verschiedene Reaktionen ausgelöst. Einige sehen darin die Möglichkeit, eine engere Beziehung zwischen den Gemeinden und den Ausländerinnen und Ausländern zu schaffen, andere eine Mehrarbeit. Der Entwurf trägt den verschiedenen Argumenten Rechnung. Dem Grundsatz der Bürgernähe entsprechend, muss die Führung der Einwohnerregister eine Aufgabe der Gemeinden bleiben; es besteht keine Veranlassung, die geltende Regelung in diesem Punkt zu ändern. Der Staatsrat ist sich jedoch bewusst, dass die Ersteintragung von ausländischen Staatsangehörigen in der Informatikplattform mit einem für einige Gemeinden relativ beträchtlichen Arbeitsaufwand verbunden sein könnte. Er hat folglich beschlossen, dem Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) den grössten Teil der Aufgaben in Zusammenhang mit dieser Ersteintragung anzuvertrauen. Der Entwurf sieht somit vor, dass die Eintragung der Daten bezüglich der Identifikation und des Wohnsitzes von ausländischen Staatsangehörigen, die aus dem Ausland oder aus einem anderen Kanton herkommen, in die Zuständigkeit des BMA fällt. Dies bedeutet für die Gemeinden eine beträchtliche Verminderung des Arbeitsaufwandes; sie haben nur noch die restlichen von der Gesetzgebung verlangten Daten, nämlich jene, die strikt zur Einwohnerkontrolle gehören, und auf die das BMA im Prinzip keinen Zugriff hat, einzutragen (vgl. ebenfalls weiter unten, Erläuterungen ad Art. 6 und 7).

#### 4. DATENSCHUTZ

Die Zusammenführung zahlreicher Personendaten auf einem elektronischen Datenträger ruft klarerweise Fragen hervor oder lässt in Zusammenhang mit dem Datenschutz gar Befürchtungen aufkommen. Die Schaffung einer kantonalen Informatikplattform, welche die Daten aller Einwohnerregister beinhaltet, ist daher nur denkbar, wenn Begleitmassnahmen getroffen werden, welche die Sicherheit der betreffenden Daten gewährleisten. Das Recht auf Zugriff auf die Plattform und die jeweiligen Zuständigkeiten werden Gegenstand einer ausführlichen Regelung in der Vollzugsverordnung sein. Artikel 16a Abs. 3 des Entwurfs verpflichtet diesbezüglich den Staatsrat, den Anforderungen des Datenschutzes Rechnung zu tragen.

## 5. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN BESTIMMUNGEN

### Artikel 1: Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle

#### *Artikel 1*

Die geltende Bestimmung besagt, dass die Einwohnerkontrolle zum Zweck hat, den Behörden und öffentlichen Verwaltungen die benötigten Grundangaben betreffend die Personen zu liefern, welche sich in einer Gemeinde des Kantons niederlassen oder aufhalten. In Ausführung der Bundesgesetzgebung, welche vorschreibt, dass die Daten der Einwohnerregister der zuständigen Stelle des Bundes im Hinblick auf die Erstellung von Statistiken zur Verfügung gestellt werden müssen (vgl. Art. 6 RHG), wird diese Bestimmung ergänzt mit dem Hinweis, dass zu den zu berücksichtigenden Bedürfnissen auch solche in Zusammenhang mit der Erstellung von Statistiken sein können.

#### *Artikel 2*

Artikel 2 erläutert die Begriffe der Niederlassung und des Aufenthalts. Die Definitionen entsprechen jenen der Bundesgesetzgebung, von der sie die wichtigsten Elemente übernehmen (vgl. Art. 3 Bst. b und c RHG). In seiner Botschaft hält der Bundesrat Folgendes fest: «In den Buchstaben b und c wird eine für die ganze Schweiz geltende Einheitsdefinition für Niederlassung und Aufenthalt gegeben, die sich auf die Begriffsbestimmung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) sowie auf die Praxis der Kantone und Gemeinden stützt. Diese Definition wurde in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Verband der Einwohnerkontrollen ausgearbeitet».

Die wörtliche Übernahme eines bundesrechtlichen Gesetzestextes ist nicht gebräuchlich, lässt sich jedoch damit erklären, dass die Begriffe Niederlassung und Aufenthalt das «Herzstück» des Einwohnerregisters bilden und somit unter den allgemeinen Bestimmungen eines kantonalen Gesetzes, das diesen Bereich regelt, aufgeführt sein müssen.

Es ist zu betonen, dass die neuen gesetzlichen Definitionen an der gegenwärtigen Regelung für Personen, die sich in einem Pflegeheim aufhalten, nichts ändern wird. Entsprechend den Richtlinien der Sicherheits- und Justizdirektion vom 21. Januar 2002 gelten Personen, die ihren Wohnsitz in ein Pflegeheim verlegen, weiterhin als in ihrer ehemaligen Gemeinde niedergelassen; sie gelten als Aufenthalter in der Gemeinde, in der das Pflegeheim seinen Sitz hat.

#### *Artikel 3*

Artikel 3 hat keine wirkliche Tragweite mehr und kann aufgehoben werden. In der Tat bilden im Entwurf die Bestimmungen, die für ausländische Staatsangehörige anwendbar sind, nicht mehr Gegenstand einer separaten Unterteilung, sondern werden parallel zu jenen, die für Schweizerinnen und Schweizer gelten, behandelt (vgl. Art. 6 ff.). Ausserdem findet das Gesetz klar Anwendung auf die Einwohnerregister; es regelt nicht Fragen, die zur Ausländergesetzgebung gehören. Die jeweiligen Geltungsbereiche der verschiedenen Gesetzesinstrumente unterscheiden sich genügend voneinander, damit auf einen ausdrücklichen Vorbehalt verzichtet werden kann.

#### Artikel 4

Gemäss Absatz 1 sind die Gemeinden gehalten, ihre Einwohnerregister an die Anforderungen von Artikel 6 RHG anzupassen. Dieser Artikel enthält eine abschliessende Liste der Identifikatoren und Merkmale, die bezüglich jeder einzelnen Person ins Einwohnerregister aufzunehmen sind. Die in Artikel 6 RHG vorgesehenen Merkmale entsprechen jenen Angaben, die heute im Allgemeinen in den Einwohnerregistern der Gemeinden verzeichnet sind. Einige Merkmale und insbesondere die unter den Buchstaben a, c und d von Artikel 6 RHG vorgesehenen Identifikatoren (neue AHV-Nummer, Gebäudeidentifikator, Wohnungsidentifikator) sind jedoch neu.

Zum minimalen Inhalt nach Artikel 6 RHG gehören folgende Angaben;

- a) Versichertennummer nach Artikel 50c AHVG (AHVN 13);
- b) Gemeindenummer des Bundesamtes für Statistik und amtlicher Gemeindegname;
- c) Gebäudeidentifikator nach dem eidgenössischen Gebäude- und Wohnungsregister (GWR);
- d) Wohnungsidentifikator nach dem GWR, Haushaltzugehörigkeit und Haushaltsart;
- e) amtlicher Name und die anderen in den Zivilstandsregistern beurkundeten Namen einer Person;
- f) alle Vornamen in der richtigen Reihenfolge;
- g) Wohnadresse und Zustelladresse einschliesslich Postleitzahl und Ort;
- h) Geburtsdatum und Geburtsort;
- i) Heimatorte bei Schweizerinnen und Schweizern;
- j) Geschlecht;
- k) Zivilstand;
- l) Zugehörigkeit zu einer öffentlich-rechtlich oder auf andere Weise vom Kanton anerkannten Religionsgemeinschaft;
- m) Staatsangehörigkeit;
- n) bei Ausländerinnen und Ausländern die Art des Ausweises;
- o) Niederlassung oder Aufenthalt in der Gemeinde;
- p) Niederlassungsgemeinde oder Aufenthaltsgemeinde;
- q) bei Zuzug: Datum und Herkunftsgemeinde beziehungsweise Herkunftsstaat;
- r) bei Wegzug: Datum und Zielgemeinde beziehungsweise Zielstaat;
- s) bei Umzug in der Gemeinde: Datum;
- t) Stimm- und Wahlrecht auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene;
- u) Todesdatum.

Absatz 2 zählt drei Merkmale (Abstammung; Muttersprache; Identität des Ehegatten oder des eingetragenen Partners und der minderjährigen Kinder, die im gemeinsamen Haushalt mit der betreffenden Person leben) auf, die die Gemeinden zusätzlich zu den «eidgenössischen» Merkmalen ins Register aufnehmen müssen. Diese Merkmale sind bereits heute im Gesetz über die Einwohnerkontrolle aufgeführt.

Einige Merkmale sind nicht in den Entwurf aufgenommen worden, nämlich der Beruf, der Name und die Adresse der Arbeitgeberin oder des Arbeitgebers oder der Arbeitsort (für Selbständigerwerbende). Diese heute in den Registern verzeichneten Daten sind häufigen Wechselln ausgesetzt, sodass sie oftmals nicht zuverlässig sind.

Auch die Angaben «Name und Adresse des Vermieters oder Beherbergers» sowie «die allfälligen anderen Aufenthaltsorte» sind fallen gelassen worden, da sich ihre Nützlichkeit nicht bestätigt hat.

Die Aufführung des Merkmals der Eigenschaft als Motorfahrzeughalter ist ebenfalls nicht in den Entwurf aufgenommen worden. Das Erfordernis dieser Angabe ist in der Vernehmlassung in Frage gestellt worden. Mehrere Gemeinden haben darauf hingewiesen, dass diese Angabe nur selten aktualisiert wird. Der Entwurf verzichtet somit darauf, es den Gemeinden als wesentlichen Bestandteil des Einwohnerregisters vorzuschreiben. Es ist allerdings unter dem Gesichtspunkt der Besteuerung der Motorfahrzeuge wichtig, dass das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASS) von den Gemeinden über die Ankunft neuer steuerpflichtiger Einwohner in Kenntnis gesetzt wird. Im geltenden Recht schreibt Artikel 7 Bst. m des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle vor, dass die Ankunftserklärung eine Angabe über die Eigenschaft als Motorfahrzeughalter enthält. Ausserdem sieht Artikel 13 des Gesetzes vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger<sup>1</sup> vor, dass der Vorsteher der Einwohnerkontrolle dem ASS von Amtes wegen gewisse Daten bezüglich neuer niedergelassener Einwohner, die Halter eines Motorfahrzeugs sind, macht. Das geltende System muss beibehalten werden. Der Entwurf schlägt daher eine Ergänzung des genannten Artikels 13 vor, indem Neuzuzüger in einer Gemeinde verpflichtet werden, dem Vorsteher die notwendigen Auskünfte für die Mitteilung zuverlässiger Daten an das ASS zu liefern (vgl. Art. 2 Bst. c des Änderungsentwurfs).

#### Artikel 5

Die Frist für die Anmeldung bei Niederlassung oder Aufenthalt in einer Gemeinde beträgt 14 Tage (gegenüber 8 Tagen im geltenden Gesetz). Diese Frist entspricht der sowohl im Gesetz über die Registerharmonisierung wie in der Bundesgesetzgebung über Ausländer vorgesehenen Frist.

#### Artikel 6

Die in Artikel 6 vorgeschlagene Hauptänderung betrifft den Ort der Anmeldung.

Gemäss geltendem Recht haben sich Schweizerinnen und Schweizer beim Gemeindesekretariat anzumelden (Art. 6 Abs. 1 EKG), während sich ausländische Staatsangehörige, ausgenommen im Saanebezirk, wo die Anmeldung direkt beim BMA erfolgt, beim Oberamt anzumelden haben (Art. 24 EKG). In Wirklichkeit haben sich im Laufe der Jahre jedoch verschiedene Anmeldevarianten in dem Sinn entwickelt, dass die Ausländerinnen und Ausländer sich heute oftmals bei der Gemeinde oder – selbst wenn sie nicht im Saanebezirk wohnen – direkt beim BMA anmelden.

<sup>1</sup> SGF 635.4.1

Die Anmeldung beim Oberamt war bislang insoweit berechtigt, als die Oberämter ein Doppel der Einwohnerkontrollen der Gemeinden im Bezirk führten (Art. 15 EKG). Da die kantonale Informatikplattform sämtliche Daten der Einwohnerkontrollen enthalten wird, ist die Führung eines Doppels durch die Oberämter inskünftig nicht mehr nötig. Der Verzicht auf diese Aufgabe des Oberamtes und der daraus sich ergebenden Aufsichtsbefugnis ist ebenfalls im Rahmen der Umsetzung der Verfassung (Projekt Nr. 35 «Territoriale Gliederung») vorgesehen worden. Dementsprechend verleiht der Entwurf den Oberämtern keinerlei Kompetenzen im Bereich der Registereintragung von ausländischen Staatsangehörigen mehr.

Der Entwurf schlägt folgendes System vor: Schweizerische und ausländische Staatsangehörige, die sich bereits in einer Gemeinde des Kantons niedergelassen haben oder aufhalten, melden sich bei der für die Einwohnerkontrolle zuständigen Gemeindestelle an (Abs. 1), während ausländische Staatsangehörige, die aus dem Ausland oder aus einem anderen Kanton herkommen, sich beim BMA anmelden (Abs. 4).

Die vorgeschlagene Kompetenzverteilung berücksichtigt die im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens geäußerten Vorbehalte. Diese Verteilung wird keine Überlastung der Gemeinden zur Folge haben, insoweit diese einzig für die Nachführung der bereits auf der Informatikplattform enthaltenen Daten sorgen werden müssen. Die Ersteintragung der Daten in Zusammenhang mit der Identifikation und dem Wohnsitz der ausländischen Staatsangehörigen wird in die Zuständigkeit des BMA fallen (vgl. auch weiter oben, Ziff. 3.3).

Es ist ausserdem wichtig zu betonen, dass die Tatsache, dass sich bereits in der Informatikplattform eingetragene Ausländerinnen und Ausländer bei der Gemeinde anmelden, keine Verlagerung von Aufgaben oder Befugnissen in Sachen Fremdenpolizei auf die Gemeindebehörden bedeutet. Das BMA ist die einzige in diesem Bereich zuständige Behörde.

Was die Bestimmungen über die Form der Anmeldung anbelangt, übernimmt der Entwurf das geltende System, wonach eine persönliche Anmeldung bei der für die Einwohnerkontrolle zuständigen Gemeindestelle zu erfolgen hat (vgl. Art. 6 Abs. 2, 1. Satz, und Abs. 3 EKG). Dieser persönliche Kontakt erlaubt es der betroffenen Person, sich mit der Gemeindeverwaltung zu familiarisieren und nützliche Auskünfte über das Leben in der Gemeinde zu erhalten. Um jedoch einer immer grösser werdenden Nachfrage Rechnung zu tragen, führt der Entwurf für die Gemeinden die Möglichkeit einer Anmeldung auf elektronischem Weg ein (Abs. 2 in fine). Für die Form der Anmeldung beim BMA ist Absatz 4 absichtlich weitläufig formuliert worden, um ebenfalls die Möglichkeit einer Anmeldung auf elektronischem Weg abzudecken.

Absatz 5 befasst sich mit jenen Personen, die in Kollektivhaushalten, wie sie in Artikel 2 Bst. a<sup>bis</sup> der Bundesverordnung vom 21. November 2007 über die Registerharmonisierung (RHV)<sup>1</sup> definiert sind, leben. Zu diesen Kollektivhaushalten gehören: Alters- und Pflegeheime, Wohn- und Erziehungsheime für Kinder und Jugendliche, Internate und Studentenwohnheime, Institutionen für Behinderte, Spitäler, Heilstätten und ähnliche Institutionen im Gesundheitsbereich, Institutionen des Straf- und Massnahmenvollzugs, Gemeinschaftsunterkünfte für

Asylsuchende, Klöster und andere Unterkünfte religiöser Vereinigungen. Artikel 9 der genannten Verordnung beauftragt die Kantone sicherzustellen, dass Bewohnerinnen und Bewohner in den Einwohnerregistern und in den Stimmregistern geführt werden. Solche Personen befinden sich jedoch in Situationen, die es ihnen verunmöglichen, der im geltenden Gesetz und im Entwurf vorgesehenen Anforderung der persönlichen Vorsprache nachzukommen (vgl. Art. 6 Abs. 2 EKG). Absatz 5 überträgt dem Staatsrat folglich die Aufgabe, die Kategorien von Personen in Kollektivhaushalten zu bestimmen, die sich an die ordentlichen Vorschriften zu halten haben sowie jene, für die ein Sonderregime vorzusehen ist. Nach dem jetzigen Stand der Dinge ist vorgesehen, dass sich volljährige Personen, die in Internaten oder Studentenheimen wohnen, persönlich anmelden; die übrigen in Kollektivhaushalten wohnenden Personen müssten demnach von den Direktoren dieser Einrichtungen angemeldet werden.

#### Artikel 7

Artikel 7 präzisiert die Verteilung der Aufgaben zwischen den Gemeindestellen und dem BMA im Bereich der Eintragung von Personen in die Einwohnerregister.

Die Daten bezüglich Personen, die gehalten sind, sich nach Artikel 6 bei der für die Einwohnerkontrolle zuständigen Gemeindestelle anzumelden, somit also schweizerische und ausländische Staatsangehörige, die sich in einer Gemeinde des Kantons bereits niedergelassen haben oder aufhalten, werden vom Gemeindevorsteher erhoben (Abs. 1). Hervorzuheben ist, dass die Aufgabe des Vorstehers sich wie oben erwähnt im Prinzip darauf beschränken wird, die auf der Informatikplattform enthaltenen, wegen des Wohnsitzwechsels nicht mehr zutreffenden Angaben auf den neusten Stand zu bringen.

Die Ersteintragung von ausländischen Staatsangehörigen mit Herkunft aus dem Ausland oder einem anderen Kanton d.h. von Personen, die noch nicht auf der Informatikplattform geführt werden, fällt hingegen in die Zuständigkeit des BMA (Abs. 2). Dieses erhebt im Hinblick auf ihre Neueintragung auf der Informatikplattform jene Daten, die es selber benötigt, um seine spezifischen Aufgaben wahrzunehmen: Name, Vorname, Adresse, Geburtsdatum und -ort, Geschlecht, Zivilstand, Zugehörigkeit zu einer Religionsgemeinschaft, Staatsangehörigkeit, Art des Ausweises, Abstammung, Muttersprache und Identität des Ehegatten oder des eingetragenen Partners sowie der minderjährigen Kinder, die mit der betroffenen Person im gleichen Haushalt leben. Das BMA teilt die Daten der Wohnsitzgemeinde mit, welche mit den betreffenden Personen zwecks Ergänzung des Dossiers (Eintragung der übrigen Daten, die im Einwohnerregister verzeichnet sein müssen, und für deren Erhebung das BMA nicht zuständig ist; vgl. Art. 4) Kontakt aufnehmen muss. Dieses Verfahren erlaubt es den Gemeinden, mit den ausländischen Personen einen direkten Kontakt herzustellen, was deren Integration förderlich ist.

Die Absätze 3 und 4 regeln die gegenseitige Informationspflicht des BMA und der Gemeindebehörden. Die Pflicht des BMA, die Gemeinden über nachträglich eingetretene Änderungen der Rechtsstellung der Personen zu informieren, ist in Absatz 3 vorgesehen, während Absatz 4 dem Vorsteher vorschreibt, das BMA über die nachträglichen Änderungen bezüglich der Identität, des Wohnsitzes oder des Wegzugs der ausländischen Staatsangehörigen auf dem Laufenden zu halten. Für den Staat ist dieser

<sup>1</sup> RS 431.021

Informationsaustausch unter dem Gesichtspunkt der Aktualisierung der fremdenpolizeilichen Bewilligungen von Bedeutung.

#### **Artikel 8**

In Absatz 1 wird Artikel 11 Bst. b RHG umgesetzt, demzufolge die Kantone die notwendigen Vorschriften erlassen, «damit die Meldepflichtigen wahrheitsgetreu Auskunft über die Daten nach Artikel 6 erteilen und, wenn erforderlich, ihre Angaben dokumentieren».

Die Absätze 2–4 übernehmen hinsichtlich der bei der Anmeldung vorzulegenden Dokumente in groben Zügen das im geltenden Gesetz vorgesehene System. Das Vorweisen von Dokumenten auf elektronischem Weg ist nicht ausgeschlossen.

#### **Artikel 8a**

Nach Artikel 12 RHG erlassen die Kantone die nötigen Vorschriften, damit die Arbeitgeber, die Vermieter und die Logisgeber den für die Führung der Einwohnerregister zuständigen Stellen auf Anfrage hin unentgeltlich Auskunft über die meldepflichtigen Personen erteilen, wenn diese ihre Pflicht nicht erfüllen. Artikel 8 Abs. 2 RHG schreibt ausserdem vor, dass die Kantone die notwendigen Vorschriften erlassen, damit die industriellen Werke und andere registerführende Stellen die Daten, die zur Bestimmung und Nachführung des Wohnungsidentifikators einer Person erforderlich sind, den für die Führung der Einwohnerregister zuständigen Stellen unentgeltlich zur Verfügung stellen.

Artikel 8a kommt diesen Anforderungen des Bundesrechts nach.

Im Gegensatz zu gewissen Kantonen, die eine allgemeine Meldepflicht eingeführt haben (z.B. AG, JU, TG), hält sich Artikel 8a Abs. 1 an eine subsidiäre Verpflichtung, wie sie in Artikel 12 RHG (Abs. 1) vorgeschrieben ist. Diese Bestimmung wird nur als ultima ratio zur Anwendung gelangen, wenn ein Problem sich nicht auf andere Weise lösen lässt. Die Subsidiarität dieser Bestimmung setzt voraus, dass die Informationen in erster Linie bei der betroffenen Person, die nach Artikel 5 der Meldepflicht unterstellt ist, erhoben werden müssen.

Personen, die ausländische Staatsangehörige gewerbmässig beherbergen, sind dennoch weiterhin gehalten, diese in Anwendung von Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer anzumelden.

Absatz 2 beinhaltet eine Vorschrift des Bundes (Art. 8 RHG). Die Informationen, über welche die industriellen Werke oder andere registerführende Stellen verfügen, erlauben es den für die Führung der Einwohnerregister zuständigen Stellen, einer Person den Gebäudeidentifikator (EGID) oder den Wohnungsidentifikator (EWID) eindeutig zuzuweisen und die Registerangaben nachzuführen.

Absatz 3 ist eine Übernahme der geltenden Gesetzgebung (vgl. Art. 13 Abs. 2 EKG). Die ausdrückliche Aufzählung der Arbeitgeber wurde jedoch aufgegeben, da diese Personengruppe bei der allgemeinen Kategorie der Privatpersonen mitenthalten ist.

Absatz 4 betont, dass die Daten nach Artikel 8a dem Vorsteher unentgeltlich zu übermitteln sind.

#### **Artikel 10**

Die Änderungen dieser Bestimmung haben keine sachliche Tragweite.

Der Verweis in Absatz 1 wird lediglich an die Änderung des Artikels 4 über den Inhalt der Register angepasst.

Absatz 2 erhält eine einfachere Formulierung. Diese Bestimmung verweist somit auf Artikel 6. Bei Erreichen der Volljährigkeit melden sich schweizerische oder ausländische Staatsangehörige, die sich in einer Gemeinde des Kantons niedergelassen haben oder aufhalten, bei der Gemeinde an.

#### **Artikel 11**

Artikel 11 RHG schreibt vor, dass alle natürlichen Personen, die umziehen (Ankunft und Wegzug) sich innert vierzehn Tagen bei der für die Führung der Einwohnerkontrolle zuständigen Stelle melden. Artikel 11 des kantonalen Gesetzes muss daher in dem Sinne angepasst werden, dass nicht nur der Wegzug von Personen, die in einer Gemeinde niedergelassen waren, sondern auch der Wegzug von Personen, die sich dort aufgehalten haben, angesprochen ist (Abs. 1).

Die Wegzugserklärung muss in jedem Fall beim Vorsteher abgegeben werden. Es besteht keine Parallelität zu der in den Artikeln 6 und 7 für die Ankunftserklärung festgehaltenen Lösung.

#### **Artikel 13**

Diese Bestimmung führt die Verpflichtung der Vorsteher zur Führung der Einwohnerregister in elektronischer Form ein (Bst. b). Diese Verpflichtung wird von der Bundesgesetzgebung vorgeschrieben (vgl. Art. 10 RHG und Art. 5 ff. RHV). Die statistischen Erhebungen des BFS, insbesondere die eidgenössische Volkszählung, werden in der Tat nur durchgeführt werden können, wenn alle Gemeinden in der Schweiz in der Lage sind, die Daten in einer zugelassenen elektronischen Form zu liefern. Zudem setzt die Schaffung einer kantonalen Informatikplattform ebenfalls voraus, dass die Register auf einem elektronischen Datenträger geführt werden.

Die Änderung von Buchstabe c ergibt sich aus der Berücksichtigung der Tatsache, dass gewisse Personen, die keinen Heimatschein besitzen, bei Wohnsitznahme in einer Gemeinde ein als gleichwertig erachtetes Dokument hinterlegen (vgl. Art. 8 Abs. 2).

Der Inhalt von Absatz 2 wurde in Artikel 8a Abs. 3 übernommen. Dieser Absatz 2 wird folglich aufgehoben.

#### **Artikel 14**

Der Entwurf hebt die Zuständigkeit der Oberamtmänner im Bereich der Führung des Einwohnerregisters und der Aufsicht über die Vorsteher auf (vgl. weiter oben, Erläuterungen zu Artikel 6). Die ordentliche Regelung des Gesetzes über die Gemeinden hinsichtlich der Aufsicht des Oberamtmannes über die Gemeinden läuft jedoch ungehindert weiter, ohne dass es nötig ist, dies im Gesetz über die Einwohnerkontrolle ausdrücklich zu erwähnen. Der Artikel 14 kann folglich aufgehoben werden.

#### **Artikel 15**

Absatz 1 Bst. b präzisiert, dass die Sicherheits- und Justizdirektion die für die Erteilung der Bewilligungen für

die Zugriffsberechtigung auf Daten der kantonalen Informatikplattform zuständige Behörde ist.

Die Änderungen des Buchstaben c von Absatz 1 (der dem geltenden Buchstaben b entspricht) und des zweiten Absatzes sind rein formeller Natur.

#### **Artikel 15a**

Der neue Artikel 15a hält die Befugnisse des BMA fest.

Dem Buchstaben a entsprechend hat das BMA die Aufgabe, den Behörden und öffentlichen Verwaltungen, die punktuell gewisse Daten der Informatikplattform benötigen, die Angaben zu liefern, auf die sie ein Anrecht haben (für die Ausführungen bezüglich des Zugriffs auf Daten der Informatikplattform vgl. weiter unten, Erläuterungen ad Art. 16a).

Buchstabe b setzt Artikel 8 Abs. 1 RHV um, demzufolge die Kantone die für die Datenlieferung an das BSF zuständige Stelle bestimmen. Insoweit das BMA mit der Behandlung der Anfragen bezüglich der auf der kantonalen Informatikplattform geführten Daten beauftragt ist, obliegt ihm logischerweise auch die Übernahme der Lieferung der verlangten Daten an das BFS.

Buchstabe c bedarf keiner besonderen Bemerkung.

Im Vorentwurf, der in die Vernehmlassung gegeben wurde, war die Aufsicht über die Tätigkeit der Vorsteher dem BMA anvertraut worden. Diese Kompetenzzuteilung ist im Vernehmlassungsverfahren vehement beanstandet worden. Sie ist im Entwurf nicht übernommen worden, sodass sich die Aufsicht im Bereich der Einwohnerregister nach den ordentlichen Regeln des Gesetzes über die Gemeinden richtet. Sollte somit das BMA Unregelmässigkeiten in Bezug auf die Führung der kantonalen Informatikplattform feststellen, so wird diese Stelle nicht die Kompetenz haben, direkt bei den betroffenen Vorstehern einzuschreiten. Es hat lediglich die zuständigen Behörden nach den Artikeln 143 ff. des Gesetzes über die Gemeinden darüber zu informieren.

#### **Artikel 15b**

Gemäss Artikel 9 RHG bestimmen die Kantone eine Amtsstelle, «die für die Koordination, Durchführung und Qualitätskontrolle der Harmonisierung zuständig ist». Die Bundesverordnung über die Registerharmonisierung präzisiert diese Aufgaben, die sich namentlich auf die Meldung spezifischer Informationen an das BFS (Art. 11 Abs. 1 RHV) und die Verwendung der AHV-Versicherungsnummer (Art. 18 und 19 RHV) beziehen. In Anbetracht der Art dieser Aufgaben sind diese logischerweise dem Amt für Statistik (StatA), das sich ebenfalls mit der Führung des Gebäude- und Wohnungsregisters (GWR) im Kanton Freiburg befasst, anzuvertrauen. Bereits heute übt das StatA provisorisch die Funktion der zuständigen Behörde im Sinne von Artikel 9 RHG aus, und dies seit Ende 2006 (vgl. ebenfalls weiter oben, Ziff. 1).

#### **Artikel 16**

Im Rahmen der Umsetzung der Bundesgesetzgebung über die Registerharmonisierung sehen die meisten Kantone die Schaffung von Informatikplattformen vor, welche sämtliche Daten der Einwohnerregister der Gemeinden enthalten werden. Sie beabsichtigen damit, das Potential, welches das Bestehen von harmonisierten Daten bietet, voll auszuschöpfen, um die Verwaltungsabläufe und den Datenaustausch, der heute die meiste Zeit noch über

Papierträger, und dies manchmal in ausschweifender Art und Weise, erfolgt, zu vereinfachen (vgl. ebenfalls weiter oben, Ziff. 3). Der Entwurf sieht die Schaffung einer solchen Informatikplattform vor, dank der die Harmonisierung der Register nicht nur die eidgenössischen Volkszählungen registergestützt erlauben wird, sondern auch ein Grundelement für die elektronische Geschäftsabwicklung auf den verschiedenen Stufen der kantonalen und der kommunalen Verwaltung bilden wird.

Artikel 16 bildet die gesetzliche Grundlage für die Schaffung der Informatikplattform.

Eine gewisse Anzahl Vernehmlassungsteilnehmende haben Vorbehalte geäussert hinsichtlich der Mehrarbeit, welche die Umsetzung dieser Plattform für die Gemeinden mit sich bringen wird, ebenso wie bezüglich der Mehrkosten, die daraus entstehen werden. Es muss jedoch festgehalten werden, dass die den Gemeinden vorgeschriebenen Anpassungsarbeiten sich aus dem Bundesgesetz über die Registerharmonisierung ergeben, die so oder so vorgenommen werden müssen, unabhängig davon, ob eine kantonale Informatikplattform besteht oder nicht. Es ist hingegen wichtig zu betonen, dass die Gemeinden schlussendlich von der Plattform profitieren werden, insoweit diese die Führung der Einwohnerregister erleichtert wird, indem der administrative Aufwand insbesondere beim Informationsaustausch zwischen den Behörden vereinfacht wird (vgl. ebenfalls weiter oben, Ziff. 3).

#### **Artikel 16a**

Artikel 16a regelt die Lieferung von Informationen an Behörden und öffentliche Verwaltungen durch den Kanton (für die Lieferung von Informationen durch die Gemeindevorsteher vgl. Art. 16b).

Artikel 16a Abs. 1 erfüllt ein Anliegen des Datenschutzes. Er setzt die Regel, wonach der Zugriff der Behörden und öffentlichen Verwaltungen auf die Daten der kantonalen Informatikplattform nicht frei, sondern bewilligungspflichtig ist.

Absatz 2 nennt die zwei Formen des Zugriffs auf diese Daten: durch Abrufverfahren (Bst. a) und durch das BMA (Bst. b).

- a. Die Behörden und öffentlichen Verwaltungen, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben regelmässig gewisse Daten von der Informatikplattform benötigen, können eine Bewilligung für den Zugriff darauf durch Abrufverfahren erlangen. Die Bewilligungen enthalten genaue Angaben über die Kategorie oder Kategorien von Daten, für die sie gilt.
- b. Die Behörden und öffentlichen Verwaltungen, deren Aufgaben nur einen punktuellen Zugriff auf die Informatikplattform erfordern, haben keinen Zugriff darauf durch Abrufverfahren. Sie können jedoch die Befugnis erhalten, über das BMA Daten bezüglich Einwohnern von mehreren Gemeinden zu empfangen, wenn sie für die Erfüllung ihrer Aufgabe darauf angewiesen sind (vgl. ebenfalls Art. 15 Bst. a).

Entsprechend dem Artikel 16a Abs. 3 regelt der Staatsrat das Bewilligungsverfahren und die Modalitäten bezüglich der Berechtigung zum Zugriff auf Daten der Informatikplattform. Beim jetzigen Stand der Dinge ist vorgesehen, dass die Sicherheits- und Justizdirektion für die Erteilung der Bewilligungen nach Anhörung der Aufsichtsbehörde für Datenschutz zuständig sein wird, und dass die für das

Bewilligungsverfahren anwendbaren Vorschriften den betroffenen Personen unter dem Gesichtswinkel des Datenschutzes höchstmögliche Garantien gewährleistet. So werden ausschliesslich Behörden und öffentliche Verwaltungen, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben regelmässig Daten aus der Informatikplattform benötigen, und den strengen Anforderungen an die Vertrauenswürdigkeit genügen, in den Genuss einer Bewilligung für den Zugriff auf die Daten durch Abrufverfahren gelangen können. Die übrigen Behörden und öffentlichen Verwaltungen werden eine Bewilligung für den Zugriff auf die Daten der Plattform über das BMA beantragen oder sich direkt an die Gemeindevorsteher wenden müssen.

#### **Artikel 16b**

Artikel 16b regelt die Mitteilung von Daten des Einwohnerregisters durch die Gemeindevorsteher. Er entspricht dem Artikel 16 EKG.

Absatz 1, der die Möglichkeit der Mitteilung von Daten durch den Vorsteher in Einzelfällen und auf Anfrage hin regelt, entspricht dem Absatz 2 des geltenden Gesetzes.

Absatz 2 übernimmt den in Artikel 16 Abs. 1 Bst. c des geltenden Gesetzes vorgesehenen Fall. Die unter den Buchstaben a und b dieses Absatzes dargelegten Mitteilungen werden inskünftig durch Abruf der Daten von der Informatikplattform erfolgen, sodass sie im Entwurf nicht übernommen werden müssen.

#### **Artikel 17a**

Artikel 17a ist im Anschluss an das Vernehmlassungsverfahren im Entwurf eingeführt worden. Er ist anzuwenden auf private Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, oder die über einen Leistungsauftrag verfügen und/oder staatliche Subventionen empfangen. Es kommt vor, dass solche Einzelpersonen oder Organisationen im Rahmen ihrer Tätigkeit Daten aus dem Einwohnerregister benötigen. Der Entwurf stellt ab auf den öffentlichen Nutzen der von den Betroffenen verrichteten Arbeit; er unterstellt diese den für Behörden und öffentliche Verwaltungen mit Berechtigung zu punktuellm Zugriff auf Daten aus der kantonalen Informatikplattform anwendbaren Regeln. Als Beispiel für Mitteilungen gemäss dieser Bestimmung kann die Datenübermittlung an das Krebsregister Freiburg und jene im Rahmen der Vorkehrungen für die Früherkennung von Brustkrebs genannt werden.

#### **Artikel 21**

Die Formulierung der geltenden Bestimmung ist zu strikt. Der im Entwurf vorgeschlagene Wortlaut erlaubt eine bessere Anpassung an die Bedürfnisentwicklung. Es besteht nicht die Absicht, dass die Sicherheits- und Justizdirektion und das BMA für ihre Verfügungen und Mitteilungen Gebühren erheben (zu beachten gilt, dass die Sicherheits- und Justizdirektion gegenwärtig trotz des Artikels 21 Abs. 1 EKG keine Gebühren erhebt). Hingegen werden die Gemeinden weiterhin Gebühren erheben können. Diesbezüglich werden die im Beschluss vom 16. Dezember 1986 zur Festsetzung der Gebühren in Angelegenheiten der Einwohnerkontrolle<sup>1</sup> vorgesehenen Beträge neu überprüft werden.

<sup>1</sup> SGF 114.21.16

#### **Artikel 24–26**

Der Entwurf fügt die für Ausländerinnen und Ausländer geltenden Regeln in die «ordentlichen» Bestimmungen ein (vgl. Art. 6–8). Die gesonderte Unterteilung des geltenden Gesetzes hinsichtlich der Ausländer kann somit aufgehoben werden.

Zu beachten ist, dass die den Vermietern und Beherbergern von ausländischen Staatsangehörigen auferlegte Meldepflicht im Entwurf nicht mehr vorgesehen ist (vgl. Art. 25 EKG), jedoch aufgrund von Artikel 16 des Gesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer weiterhin besteht (vgl. ebenfalls weiter oben, ad Art. 8a).

#### **Artikel 2: Änderungen anderer Gesetze**

##### **1. Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat**<sup>2</sup>

Der Zusatz in Artikel 24 Abs. 1 des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat soll den anerkannten Kirchen erlauben, ebenfalls in den Genuss der Vorteile der kantonalen Informatikplattform zu gelangen. Dank dieser Änderung können sie ebenso wie die Behörden und öffentlichen Verwaltungen beantragen, eine Bewilligung für den Empfang der Informationen, die sie über ihre Mitglieder benötigen, zu erlangen.

##### **2. Gesetz vom 6. Juni 2006 über die direkten Kantonssteuern (DStG)**<sup>3</sup>

Die Änderung ist rein formeller Art. Der Verweis wird der neuen Nummerierung der Artikel des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle angepasst.

##### **3. Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger**<sup>4</sup>

Diese Änderung ergibt sich aufgrund der Nichtübernahme von Artikel 7 Bst. m des geltenden Gesetzes in den Entwurf (vgl. weiter oben, Erläuterung ad Art. 4).

#### **Artikel 3: Übergangsrecht**

Diese Bestimmung hat zum Zweck, ein allfälliges Auftreten einer Gesetzeslücke auszuschalten. Sollte der Anschluss gewisser Behörden und öffentlichen Verwaltungen an die kantonale Informatikplattform erst nach dem Inkrafttreten der neuen Bestimmungen des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle erfolgen, müssen die in Artikel 16 des geltenden Gesetzes vorgesehenen Mitteilungen von Amtes wegen weiterhin stattfinden. Artikel 3 des Entwurfs räumt diese Möglichkeit ein.

#### **Artikel 4: Inkrafttreten und Referendum**

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten des Gesetzes fest. Er muss sich an die Vorgaben der Bundesgesetzgebung halten. Artikel 28 Abs. 1 der Bundesverordnung über die Registerharmonisierung sieht als Datum für den Abschluss der Harmonisierung der Register und der Aufnahme der AHV-Versichertennummer in die Register den 15. Januar 2010 vor.

Was die Frage des Finanzreferendums anbelangt, bildeten die Kosten der Anpassung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle an die Bundesgesetzgebung über

<sup>2</sup> SGF 190.1

<sup>3</sup> SGF 631.1

<sup>4</sup> SGF 635.4.1

die Registerharmonisierung bereits Gegenstand eines Dekrets des Grossen Rates, welches im Übrigen selber nicht dem Referendum unterstellt worden ist (vgl. ASF 2009\_016).

## **6. VERTEILUNG DER AUFGABEN ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN**

Der Entwurf bringt keine Änderung der Verteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden im Bereich der Einwohnerkontrolle. Die Einwohnerregister werden, wie dies gegenwärtig der Fall ist, weiterhin durch die Gemeinden geführt werden. Die kantonale Informatikplattform wird lediglich die in den Gemeinderegistern verzeichneten Daten zusammenfassen, um den Informationsaustausch zwischen den Behörden zu erleichtern (vgl. ebenfalls weiter oben, Ziff. 3).

Hinzuweisen ist jedoch auf die Änderung der Zuständigkeit im Bereich der Eintragung von ausländischen Staatsangehörigen (vgl. weiter oben, Erläuterungen ad Art. 6 und 7).

## **7. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT UND ÜBEREINSTIMMUNG MIT BUNDESRECHT UND EUROPÄISCHEM RECHT**

Der Entwurf ist die Umsetzung der neuen Bundesgesetzgebung über die Registerharmonisierung. Er bietet keine besonderen Probleme unter dem Gesichtspunkt der Verfassungsmässigkeit und der Übereinstimmung mit dem europäischen Recht.

## **8. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN**

Die Kosten und die personellen Auswirkungen der Revision des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle sind bereits im Dekret vom 10. Februar 2009 (vgl. ASF 2009\_016) berücksichtigt worden. Der Entwurf zieht gegenüber den Angaben im Dekret keine zusätzlichen Kosten nach sich.

---

## Loi

du

### modifiant la loi sur le contrôle des habitants

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels des personnes (loi fédérale sur l'harmonisation des registres; LHR) et son ordonnance du 21 novembre 2007 (OHR);

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 septembre 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

La loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1) est modifiée comme il suit:

##### **Art. 1** But du contrôle des habitants

Le contrôle des habitants a pour but de fournir aux autorités et aux administrations publiques les renseignements de base dont elles ont besoin, y compris à des fins statistiques, au sujet des personnes établies ou en séjour dans une commune du canton.

##### **Art. 2** Etablissement et séjour

Les notions d'établissement et de séjour sont définies par le droit fédéral selon lequel:

- a) la commune d'établissement est la commune dans laquelle une personne réside, de façon reconnaissable pour des tiers, avec l'intention d'y vivre durablement et d'y avoir le centre de ses intérêts personnels;

## Gesetz

vom

### zur Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die Harmonisierung der Einwohnerregister und anderer amtlicher Personenregister (Registerharmonisierungsgesetz; RHG) und die dazugehörige Verordnung vom 21. November 2007 (RHV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 7. September 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1) wird wie folgt geändert:

##### **Art. 1** Zweck der Einwohnerkontrolle

Die Einwohnerkontrolle hat zum Zweck, den Behörden und öffentlichen Verwaltungen über die Personen, die sich in einer Gemeinde des Kantons niedergelassen haben oder aufhalten, die benötigten grundlegenden Angaben, einschliesslich der Angaben zu statistischen Zwecken, zu liefern.

##### **Art. 2** Niederlassung und Aufenthalt

Die Begriffe der Niederlassung und des Aufenthalts sind im Bundesrecht wie folgt definiert:

- a) Die Niederlassungsgemeinde ist die Gemeinde, in der sich eine Person in der Absicht dauernden Verbleibens aufhält, um dort den Mittelpunkt ihres Lebens zu begründen, der für Dritte erkennbar sein muss.

- b) la commune de séjour est la commune dans laquelle une personne réside dans un but particulier sans intention d'y vivre durablement, mais pour une durée d'au moins trois mois consécutifs ou répartis sur une même année.

**Art. 3**

Abrogé

**Intitulé de la subdivision II**

Enregistrement

**Art. 4** Contenu des registres

<sup>1</sup> Les registres des habitants contiennent les données correspondant au contenu minimal prévu par la loi fédérale sur l'harmonisation des registres (art. 6 LHR).

<sup>2</sup> Ils contiennent en outre les données suivantes:

- a) la filiation;
- b) la langue maternelle;
- c) l'identité du conjoint ou du partenaire enregistré et des enfants mineurs faisant ménage commun avec l'intéressé.

**Art. 5** Déclaration d'arrivée

a) Délai

<sup>1</sup> La personne qui s'établit dans une commune doit être annoncée dans les quatorze jours qui suivent son arrivée.

<sup>2</sup> La personne qui séjourne dans une commune doit être annoncée dans les quatorze jours qui suivent son arrivée ou, en cas de périodes de séjour non consécutives, dès qu'il est prévisible que le séjour dépassera trois mois.

**Art. 6 titre médian, al. 1 et 2 et al. 4 et 5 (nouveaux)**

b) Lieu et forme de l'annonce

<sup>1</sup> Les ressortissants suisses ainsi que les ressortissants étrangers déjà en établissement ou en séjour dans une commune du canton s'annoncent auprès du préposé au contrôle des habitants (ci-après: le préposé).

- b) Die Aufenthaltsgemeinde ist die Gemeinde, in der sich eine Person zu einem bestimmten Zweck ohne Absicht dauernden Verbleibens mindestens während dreier aufeinander folgender Monate oder dreier Monate innerhalb desselben Jahres aufhält.

**Art. 3**

Aufgehoben

**Überschrift des Kapitels II**

Registrierung

**Art. 4** Inhalt der Register

<sup>1</sup> Die Einwohnerregister enthalten den minimalen Inhalt nach dem Registerharmonisierungsgesetz des Bundes (Art. 6 RHG).

<sup>2</sup> Sie enthalten zudem folgende Daten:

- a) die Abstammung;
- b) die Muttersprache;
- c) die Identität des Ehegatten oder des eingetragenen Partners und der minderjährigen Kinder, die im gemeinsamen Haushalt mit der betreffenden Person leben.

**Art. 5** Ankunftserklärung

a) Frist

<sup>1</sup> Wer sich in einer Gemeinde niederlässt, muss innerhalb von vierzehn Tagen nach seiner Ankunft angemeldet sein.

<sup>2</sup> Wer in einer Gemeinde Aufenthalt nimmt, muss innerhalb von vierzehn Tagen nach seiner Ankunft oder, bei nicht zusammenhängenden Aufenthaltsperioden, sobald voraussehbar ist, dass der Aufenthalt länger als drei Monate dauern wird, angemeldet sein.

**Art. 6 Artikelüberschrift, Abs. 1 und 2 sowie Abs. 4 und 5 (neu)**

b) Ort und Form der Anmeldung

<sup>1</sup> Schweizerische sowie ausländische Staatsangehörige, die sich bereits in einer Gemeinde des Kantons niedergelassen haben oder aufhalten, melden sich beim Vorsteher der Einwohnerkontrolle (der Vorsteher) an.

<sup>2</sup> Les personnes majeures se présentent personnellement pour annoncer leur arrivée, à moins d'en avoir été dispensées pour de justes motifs par le préposé; un conjoint ou un partenaire enregistré peut toutefois faire l'annonce pour l'autre conjoint ou partenaire. Les communes peuvent prévoir la possibilité d'une annonce par voie électronique.

<sup>4</sup> Les ressortissants étrangers en provenance de l'étranger ou d'un autre canton s'annoncent lors de leur arrivée auprès du Service chargé des questions de population et de migration.

<sup>5</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités de l'annonce des personnes vivant dans les ménages collectifs visés à l'article 2 let. a<sup>bis</sup> de l'ordonnance fédérale du 21 novembre 2007 sur l'harmonisation de registres (OHR).

#### **Art. 7** c) Organisation

<sup>1</sup> Le préposé recueille les données nécessaires à la tenue du registre des habitants.

<sup>2</sup> Le Service chargé des questions de population et de migration recueille les données personnelles des ressortissants étrangers désignés à l'article 6 al. 4 et les communique à la commune de domicile. Le préposé s'assure d'un contact avec ces personnes et enregistre les autres données devant figurer au registre des habitants.

<sup>3</sup> Le Service communique au préposé une copie de l'autorisation de police des étrangers lorsqu'elle est délivrée ainsi que de toute décision ou changement concernant le statut de police des étrangers.

<sup>4</sup> Le préposé communique au Service tout changement des données relatives à l'identité, au domicile et au départ des ressortissants étrangers en vue de l'actualisation de leur autorisation de police des étrangers.

#### **Art. 8** d) Production et dépôt des documents

<sup>1</sup> Toute personne tenue de s'annoncer communique, de façon conforme à la vérité, les données nécessaires à la tenue des registres des habitants.

<sup>2</sup> Volljährige Personen sprechen persönlich vor, um ihre Ankunft anzumelden, sofern sie nicht aus wichtigen Gründen vom Vorsteher davon befreit wurden; ein Ehegatte oder ein eingetragener Partner kann jedoch die Anmeldung für den anderen Ehegatten oder den anderen Partner vornehmen. Gemeinden können die Möglichkeit einer Anmeldung auf elektronischem Weg vorsehen.

<sup>4</sup> Aus dem Ausland oder aus einem anderen Kanton herkommende ausländische Staatsangehörige melden sich bei ihrer Ankunft bei der für Bevölkerungs- und Migrationsfragen zuständigen Fachstelle an.

<sup>5</sup> Der Staatsrat regelt die Modalitäten der Anmeldung von Personen, die sich in Kollektivhaushalten nach Artikel 2 Bst. a<sup>bis</sup> der Registerharmonisierungsverordnung des Bundes vom 21. November 2007 (RHV) aufhalten.

#### **Art. 7** c) Organisation

<sup>1</sup> Der Vorsteher erhebt die für die Führung des Einwohnerregisters notwendigen Daten.

<sup>2</sup> Die für Bevölkerungs- und Migrationsfragen zuständige Fachstelle erhebt die Personendaten der ausländischen Staatsangehörigen nach Artikel 6 Abs. 4 und teilt sie der Wohngemeinde mit. Der Vorsteher verwissert sich, dass mit diesen Personen Kontakt aufgenommen wurde, und trägt die übrigen im Einwohnerregister zu verzeichnenden Daten ein.

<sup>3</sup> Die Fachstelle übermittelt dem Vorsteher eine Kopie der fremdenpolizeilichen Bewilligung, sobald diese ausgestellt worden ist; ferner teilt sie ihm jeden Entscheid und jede Änderung bei der fremdenpolizeilichen Rechtsstellung mit.

<sup>4</sup> Der Vorsteher teilt der Fachstelle jede Änderung der Daten über Identität, Wohnsitz und Wegzug ausländischer Staatsangehöriger mit, damit die fremdenpolizeiliche Bewilligung nachgeführt werden kann.

#### **Art. 8** d) Vorlage und Hinterlegung der Schriften

<sup>1</sup> Alle Meldepflichtigen müssen über die für die Führung der Einwohnerregister erforderlichen Daten wahrheitsgetreu Auskunft erteilen.

<sup>2</sup> Les ressortissants suisses qui s'établissent dans la commune y déposent leur acte d'origine ou, à défaut, un document équivalent délivré par les autorités compétentes de l'état civil. Ceux qui sont astreints à s'annoncer pour un séjour déposent une attestation d'établissement délivrée par la commune d'établissement.

<sup>3</sup> Les ressortissants étrangers visés à l'article 6 al. 4 présentent leurs pièces de légitimation reconnues pour leur entrée en Suisse ainsi que leur éventuelle autorisation de séjour ou d'établissement.

<sup>4</sup> Lorsqu'il y a un conjoint, un partenaire enregistré ou des enfants mineurs, la déclaration d'arrivée est complétée par la production d'un certificat de famille ou d'un certificat de partenariat ou, à défaut, d'un document équivalent.

#### **Art. 8a (nouveau)** Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Lorsque les personnes tenues de s'annoncer ne s'acquittent pas de leur obligation ou ne le font que de manière incomplète, les personnes suivantes communiquent sur demande au préposé les données nécessaires à la tenue du registre des habitants:

- a) les employeurs, pour leurs employés;
- b) les bailleurs et gérants d'immeubles, pour les locataires qui habitent leurs immeubles, qui y emménagent ou qui les quittent;
- c) les logeurs, pour les personnes habitant dans leur ménage.

<sup>2</sup> Les services industriels et les autres services tenant des registres officiels communiquent sur demande au préposé les données nécessaires pour déterminer et mettre à jour l'identificateur de logement d'une personne.

<sup>3</sup> Au surplus, le préposé peut exiger des administrations publiques des communes, des paroisses et du canton ainsi que des particuliers tous les renseignements qu'ils possèdent sur l'identité et le lieu d'établissement ou de séjour des habitants.

<sup>4</sup> Les informations sont fournies gratuitement.

#### **Art. 10 al. 1 et 2**

<sup>1</sup> Remplacer la référence «(art. 7 let. a et f)» par «(art. 6 let. a et e à g LHR et art. 4 al. 2 let. a de la présente loi)».

<sup>2</sup> Schweizerinnen und Schweizer, die sich in einer Gemeinde niederlassen, hinterlegen dort ihren Heimatschein oder, wenn kein solcher vorhanden ist, ein von den zuständigen Zivilstandsbehörden ausgestelltes gleichwertiges Dokument. Wer verpflichtet ist, sich für einen Aufenthalt anzumelden, hinterlegt eine von der Niederlassungsgemeinde ausgestellte Niederlassungsbescheinigung.

<sup>3</sup> Ausländische Staatsangehörige nach Artikel 6 Abs. 4 legen ihre für den Eintritt in die Schweiz anerkannten Ausweispapiere und, wenn eine solche ausgestellt wurde, ihre Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung vor.

<sup>4</sup> Für Ehegatten, eingetragene Partner oder minderjährige Kinder muss mit der Ankunftserklärung der Familien- oder Partnerschaftsausweis oder, wenn kein solcher vorhanden ist, ein als gleichwertig anerkanntes Dokument eingereicht werden.

#### **Art. 8a (neu)** Auskunftspflicht

<sup>1</sup> Kommen meldepflichtige Personen ihrer Verpflichtung nicht oder nur unvollständig nach, so erteilen die nachfolgenden Personen dem Vorsteher auf Anfrage hin die für die Führung des Einwohnerregisters notwendigen Auskünfte:

- a) Arbeitgeber über die bei ihnen beschäftigten Personen;
- b) Vermieter und Liegenschaftsverwaltungen über einziehende, ausziehende und wohnhafte Mieter;
- c) Logisgeber über die in ihrem Haushalt wohnenden Personen.

<sup>2</sup> Die industriellen Betriebe und die übrigen Stellen, die amtliche Register führen, teilen dem Vorsteher auf Anfrage hin für jede Person die Daten mit, die zur Bestimmung und Nachführung des Wohnungsidentifikators nötig sind.

<sup>3</sup> Zudem kann der Vorsteher von den öffentlichen Verwaltungen der Gemeinden, Pfarreien und des Kantons sowie von Privatpersonen alle Auskünfte verlangen, die diese über die Identität und den Niederlassungs- oder Aufenthaltsort von Einwohnern machen können.

<sup>4</sup> Die Auskünfte sind unentgeltlich.

#### **Art. 10 Abs. 1 und 2**

<sup>1</sup> Den Hinweis «(Art. 7 lit. a und f)» durch «(Art. 6 Bst. a und e–g RHG und Art. 4 Abs. 2 Bst. a dieses Gesetzes)» ersetzen.

<sup>2</sup> Les personnes qui deviennent majeures remplissent les mêmes formalités qu'un nouvel arrivant.

**Art. 11** Déclaration de départ

La personne qui quitte la commune doit annoncer son départ au préposé sans délai et indiquer sa destination.

**Art. 13 al. 1, phr. intr. et let. b et c, et al. 2**

<sup>1</sup> Le préposé au contrôle des habitants a les attributions suivantes:

...

- b) il tient le registre des habitants sous forme électronique;
- c) il conserve les documents déposés et les restitue à leurs titulaires lors de leur départ;

<sup>2</sup> *Abrogé*

**Art. 14**

*Abrogé*

**Art. 15 al. 1 let. b et let. c (nouvelle) et al. 2**

[<sup>1</sup> La Direction en charge du contrôle des habitants (ci-après: la Direction) a les attributions suivantes:]

- b) elle délivre les autorisations prévues à l'article 16a;
- c) elle exerce toutes les compétences qui ne sont pas dévolues à une autre autorité.

<sup>2</sup> Elle dispose, pour accomplir ses tâches, du Service chargé des questions de population et de migration.

**Art. 15a (nouveau)** Service chargé des questions de population et de migration

Le Service chargé des questions de population et de migration a les attributions suivantes:

- a) il fournit les informations contenues dans la plate-forme informatique cantonale aux autorités et administrations publiques autorisées visées à l'article 16a al. 1 et 2 let. b;
- b) il livre à l'Office fédéral de la statistique les données conformément à la législation fédérale (art. 14 LHR);

<sup>2</sup> Bei Volljährigkeit müssen die betroffenen Personen die gleichen Formalitäten wie Neuzuzüger erfüllen.

**Art. 11** Wegzugserklärung

Wer die Gemeinde verlässt, muss dem Vorsteher unverzüglich seinen Wegzug melden und den Bestimmungsort angeben.

**Art. 13 Abs. 1, Einleitungssatz und Bst. b und c, und Abs. 2**

<sup>1</sup> Der Vorsteher der Einwohnerkontrolle hat folgende Befugnisse:

...

- b) er führt das Einwohnerregister in elektronischer Form;
- c) er bewahrt die hinterlegten Bescheinigungen auf und gibt sie den Berechtigten bei ihrem Wegzug zurück;

<sup>2</sup> *Aufgehoben*

**Art. 14**

*Aufgehoben*

**Art. 15 Abs. 1 Bst. b und Bst. c (neu) und Abs. 2**

[<sup>1</sup> Die für die Einwohnerkontrolle zuständige Direktion (die Direktion) hat folgende Befugnisse:]

- b) Sie erteilt die Bewilligungen nach Artikel 16a.
- c) Sie übt alle Befugnisse aus, die nicht einer anderen Behörde übertragen sind.

<sup>2</sup> Die Direktion verfügt für die Erfüllung dieser Aufgaben über eine Fachstelle für Bevölkerungs- und Migrationsfragen.

**Art. 15a (neu)** Fachstelle für Bevölkerungs- und Migrationsfragen

Die Fachstelle für Bevölkerungs- und Migrationsfragen hat folgende Befugnisse:

- a) Sie liefert den Behörden und öffentlichen Verwaltungen nach Artikel 16a Abs. 1 und 2 Bst. b die auf der kantonalen Informatikplattform abgelegten Daten.
- b) Sie liefert dem Bundesamt für Statistik die Daten gemäss der Bundesgesetzgebung (Art. 14 RHG).

- c) il exerce les autres tâches qui lui sont dévolues par la législation sur le contrôle des habitants.

**Art. 15b (nouveau)** Service de la statistique

Le Service de la statistique est l'autorité compétente au sens de l'article 9 LHR. Il exerce toutes les tâches qui lui sont dévolues à ce titre par la législation fédérale.

**Art. 16** Plate-forme informatique cantonale

<sup>1</sup> L'Etat gère une plate-forme informatique comprenant les données enregistrées dans les registres communaux des habitants conformément à l'article 4.

<sup>2</sup> La plate-forme a pour but de faciliter la fourniture de données aux ayants droit. Elle permet en particulier:

- a) l'échange des données entre communes lors du départ ou de l'arrivée de personnes;
- b) la transmission des données à l'Office fédéral de la statistique, conformément à la législation fédérale;
- c) la transmission de données aux autorités et administrations publiques dûment autorisées.

<sup>3</sup> Les données contenues dans les registres communaux des habitants sont transmises à la plate-forme par voie électronique; la transmission a lieu en principe quotidiennement, mais au moins une fois par semaine.

**Art. 16a (nouveau)** Communication aux autorités et aux administrations publiques  
a) Procédure d'appel et communication par le Service chargé des questions de population et de migration

<sup>1</sup> L'accès des autorités et administrations publiques aux données de la plate-forme informatique nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches est soumis à autorisation.

<sup>2</sup> Selon que leurs tâches exigent un accès régulier ou ponctuel aux données de la plate-forme, ces autorités et administrations bénéficient:

- a) d'un accès direct à certaines données de la plate-forme informatique, par le biais d'une procédure d'appel;

- c) Sie erfüllt die übrigen Aufgaben, die ihr nach der Gesetzgebung über die Einwohnerkontrolle übertragen werden.

**Art. 15b (neu)** Dienststelle für Statistik

Die Dienststelle für Statistik ist die zuständige Stelle nach Artikel 9 RHG. Sie erfüllt alle Aufgaben, die ihr diesbezüglich von der Bundesgesetzgebung übertragen werden.

**Art. 16** Kantonale Informatikplattform

<sup>1</sup> Der Staat führt eine Informatikplattform, die die in den Einwohnerregistern der Gemeinden verzeichneten Daten nach Artikel 4 umfasst.

<sup>2</sup> Die Plattform bezweckt, die Datenlieferung an die Berechtigten zu erleichtern. Sie erlaubt insbesondere:

- a) den Datenaustausch zwischen Gemeinden im Falle des Weg- oder Zuzugs von Personen;
- b) die Übertragung der Daten an das Bundesamt für Statistik gemäss der Bundesgesetzgebung;
- c) die Übertragung von Daten an die ordnungsgemäss berechtigten Behörden und öffentlichen Verwaltungen.

<sup>3</sup> Die in den Einwohnerregistern der Gemeinden geführten Daten werden auf elektronischem Weg auf die Plattform übertragen; die Übermittlung erfolgt in der Regel täglich, jedoch mindestens ein Mal pro Woche.

**Art. 16a (neu)** Mitteilung an Behörden und öffentliche Verwaltungen  
a) Abrufverfahren und Mitteilung durch die Fachstelle für Bevölkerungs- und Migrationsfragen

<sup>1</sup> Für den Zugriff der Behörden und öffentlichen Verwaltungen auf die Daten der Informatikplattform, die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben benötigen, ist eine Bewilligung erforderlich.

<sup>2</sup> Je nachdem, ob ihre Aufgaben einen regelmässigen oder punktuellen Zugriff auf die Daten der Informatikplattform erfordern, verfügen diese Behörden und Verwaltungen über:

- a) einen direkten Zugriff auf gewisse Daten der Informatikplattform mittels Abrufverfahren;

b) de la possibilité de demander au Service chargé des questions de population et de migration des données relatives aux habitants de plusieurs communes.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat règle la procédure d'autorisation et les modalités du droit d'accès, en prenant en considération les exigences de la protection des données.

**Art. 16b (nouveau)** b) Communication par le préposé

<sup>1</sup> Le préposé peut, dans un cas d'espèce et sur demande, communiquer à une autorité ou à une administration publique les données dont elle a besoin pour l'accomplissement de sa tâche.

<sup>2</sup> Le préposé communique en outre d'office au juge de paix du domicile du défunt les décès survenus hors du canton.

**Art. 17a (nouveau)** b) Communication aux personnes privées chargées d'une tâche publique

L'article 16a al. 1 et al. 2 let. b est applicable aux particuliers et organisations privées chargés de l'exécution d'une tâche publique ou qui sont au bénéfice d'un mandat de prestations et/ou subventionnés par l'Etat.

**Art. 18 titre médian**

c) Blocage

**Art. 21 al. 1**

<sup>1</sup> Les actes administratifs pris en exécution de la présente loi peuvent donner lieu à la perception d'un émolument.

**Art. 24 à 26 (subdivision VI)**

*Abrogés*

b) die Möglichkeit, bei der Fachstelle für Bevölkerungs- und Migrationsfragen Daten über die Einwohner von mehreren Gemeinden zu verlangen.

<sup>3</sup> Der Staatsrat regelt das Bewilligungsverfahren und die Modalitäten des Zugriffsrechts, wobei er die Anforderungen des Datenschutzes berücksichtigt.

**Art. 16b (neu)** b) Mitteilung durch den Vorsteher

<sup>1</sup> Der Vorsteher kann im Einzelfall einer Behörde oder einer öffentlichen Verwaltung auf Anfrage hin die Daten mitteilen, die sie für die Erfüllung ihrer Aufgabe benötigt.

<sup>2</sup> Ausserdem übermittelt der Vorsteher bei einem Todesfall ausserhalb des Kantons die Meldung über den Todesfall an das Friedensgericht des Wohnsitzes der verstorbenen Person.

**Art. 17a (neu)** b) Mitteilung an private Personen, die eine öffentliche Aufgabe wahrnehmen

Artikel 16a Abs. 1 und 2 Bst. b ist anwendbar für private Personen und Organisationen, die mit der Erfüllung einer öffentlichen Aufgabe beauftragt sind, über einen Leistungsauftrag verfügen oder vom Staat Subventionen empfangen.

**Art. 18 Artikelüberschrift**

c) Sperrung

**Art. 21 Abs. 1**

<sup>1</sup> Für die in Ausführung dieses Gesetzes vorgenommenen Verwaltungshandlungen kann eine Gebühr erhoben werden.

**Art. 24–26 (Kapitel VI)**

*Aufgehoben*

## Art. 2

Les lois suivantes sont modifiées comme il suit:

1. Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1):

### *Art. 24 al. 1, 3<sup>e</sup> phr. (nouvelle)*

<sup>1</sup> (...). L'article 16a de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants est applicable aux corporations ecclésiastiques.

2. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1):

### *Art. 137 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.*

<sup>2</sup> (...). A cet effet, la commune lui [au Service cantonal des contributions] communique les données dont elle dispose pour la gestion du contrôle de l'habitant selon l'article 4 de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants.

3. Loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1):

### *Art. 13 al. 1*

<sup>1</sup> Le préposé au contrôle des habitants s'enquiert de la qualité de détenteur d'un véhicule automobile de tout nouvel habitant établi dans la commune. Il communique d'office à l'Office de la circulation et de la navigation les nom, prénom, date de naissance, origine, adresse et date d'arrivée des détenteurs de tels véhicules.

## Art. 3

Jusqu'au raccordement des autorités et administrations publiques à la plateforme informatique cantonale, les communications à ces autorités et administrations restent réglées par les prescriptions de l'article 16 de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

## Art. 4

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

## Art. 2

Die nachfolgenden Gesetze werden wie folgt geändert:

1. Das Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1):

### *Art. 24 Abs. 1, 3. Satz (neu)*

<sup>1</sup> (...). Artikel 16a des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle ist für die kirchlichen Körperschaften anwendbar.

2. Das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1):

### *Art. 137 Abs. 2, 2. Satz*

<sup>2</sup> (...). Die Gemeinde übermittelt ihr [der kantonalen Steuerverwaltung] dazu die Daten, über die sie zur Führung der Einwohnerkontrolle nach Artikel 4 des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle verfügt.

3. Das Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1):

### *Art. 13 Abs. 1*

<sup>1</sup> Der Vorsteher der Einwohnerkontrolle erkundigt sich bei allen neuen Einwohnern, die sich in der Gemeinde niederlassen, ob sie Motorfahrzeughalter sind. Er teilt dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt von Amtes wegen den Namen, den Vornamen, das Geburtsdatum, den Heimatort, die Adresse und das Datum der Ankunft der Motorfahrzeughalter mit.

## Art. 3

Bis zum Anschluss der Behörden und öffentlichen Verwaltungen an die kantonale Informatikplattform richten sich die Mitteilungen an diese Behörden und Verwaltungen weiterhin nach den vor Inkrafttreten dieses Gesetzes anwendbaren Vorschriften von Artikel 16 des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle.

## Art. 4

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.